

« Gestion de la demande en Eau en Méditerranée » réflexions sur la dimension communication

Forum PNUE/PAM/Plan Bleu
Fiuggi / Rome. 3, 4 et 5 octobre 2002



Antenne Méditerranée du programme Solidarité Eau
32 rue Le Peletier 75009 Paris
S/c CARI Centre d'Actions et de Réalisations Internationales
Le Triol, 34 380 Viols le Fort FRANCE
Internet : www.pseau.org Email : med@pseau.org
Tel : 33 (0)4 67 55 61 18 Fax : 33 (0)4 67 55 74 37

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
1 - PENURIE D'EAU ANNONCEE EN MEDITERRANEE ?	4
I. DEMANDE EN EAU : UN DIAGNOSTIC SOMBRE EN MÉDITERRANÉE	4
II. SCÉNARIOS ET PROJECTIONS : PARTOUT DES LIMITES	4
III. UN AUTRE AVENIR EST POSSIBLE	5
2 - AGIR DANS LE DOMAINE DE L'EAU : VASTE PROGRAMME !	5
I. UNE « NOUVELLE CULTURE DE L'EAU » ?	5
II. L'INDISPENSABLE INNOVATION CONCEPTUELLE	6
III. PASSER DE LA GESTION DE L'OFFRE À LA GESTION PAR LA DEMANDE : DE QUOI PARLE-T-ON ?	7
IV. PRINCIPAUX AXES D'INTERVENTION ET PRINCIPES D'UNE APPROCHE DE GESTION DES DEMANDES EN EAU : LE PRINCIPE CROIRR ?	9
A. QUELLES ÉCONOMIES PEUT-ON ATTENDRE DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE DE GESTION DE LA DEMANDE EN EAU ?	9
B. INFORMATION, SENSIBILISATION, FORMATION : LES ACTIONS TRANSVERSALES QUI MOBILISENT	10
V. RAPPEL DES RECOMMANDATIONS DE LA CMDD :	11
3 - CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT ET PARTICIPATION	14
I. INFORMATION, SENSIBILISATION, FORMATION : TROIS ÉTAPES VERS LA PARTICIPATION DES USAGERS. QUELLE MÉTHODE ?	14
II. ACCORDS INTERNATIONAUX : LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SON COROLLAIRE D’AFFIRMATION DE LA NÉCESSITÉ DE SENSIBILISER ET D’IMPLIQUER LE PUBLIC	15
III. CHANGER : PISTES POUR L’ACTION ÉDUCATIVE DANS LE DOMAINE DE L’EAU	17
IV. POINTS DE VUE EN MÉDITERRANÉE : LA CROISÉE DES CHEMINS ?	18
A. AGIR SUR LES ÉCONOMIES "D'EAU DOMESTIQUE"	19
B. AGIR SUR LA CONSOMMATION D'EAU AGRICOLE	19
C. POINT DE VUE DES MOUVEMENTS ANTI-GLOBALISATION	20
D. POINT DE VUE DES ÉCOLOGISTES « INSTITUTIONNELS » (WWF, UICN...)	22
4 - L'EAU, SOURCE DE NOUVEAUX CONCEPTS ?	26
5 - FACTEURS LIMITANTS À L'APPROCHE PARTICIPATIVE ET QUESTIONS	27
6 - ENQUÊTE SOMMAIRE EN MÉDITERRANÉE	29
I. AVERTISSEMENT	29
II. CLASSEMENT DES RÉPONSES PAR PAYS	30
III. CLASSEMENT PAR TYPE DE STRUCTURES	31

IV. CLASSEMENT PAR PUBLICS VISÉS	32
V. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR L'ENQUÊTE :	33
VI. LES ACTIONS PLUS VASTES : L'EXEMPLE DE ENDA MAGHREB	34
VII. LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET LES PERSPECTIVES :	35
VIII. LA NÉCESSITÉ DE COLLABORATION ENTRE ORGANISMES : LA CRÉATION DE RÉSEAUX	36
7 - ÉLÉMENTS D'ANALYSE CRITIQUE SUR LA DÉMARCHE ISFP EN MÉDITERRANÉE ..	39
I. TOUT LE MONDE S'ACCORDE SUR L'IMPORTANCE DES ACTIONS ISFP	39
II. CEUX QUI EN PARLENT NE SONT PAS CEUX QUI AGISSENT	39
III. CEUX QUI AGISSENT NE SONT PAS CONNUS, LEUR ACTION EST À LA FOIS PERTINENTE ET ALÉATOIRE	39
IV. PEU D'ÉVALUATION CRITIQUE DES ACTIONS MENÉES ET ABSENCE D'INDICATEURS.....	39
V. LA COMMUNICATION SOUVENT UNIVOQUE ET PARTIALE NE FAVORISE PAS LA PARTICIPATION	40
VI. QUESTIONS DE CANDIDE EN SUSPENS... ..	41
BIBLIOGRAPHIE	42
APERÇU DES OUTILS PÉDAGOGIQUES MEDITERRANEE	45
RÉPONSES À L'ENQUÊTE	49

1 - PENURIE D'EAU ANNONCEE EN MEDITERRANEE ?

I. Demande en eau : un diagnostic sombre en Méditerranée

L'analyse préparatoire du Plan Bleu Méditerranée au Forum de Fréjus en 1997 et portant sur 21 pays et territoires riverains de la Méditerranée concluait à un classement en **quatre groupes de pays** en fonction de leurs risques de pénurie et de leurs demandes en eau actuelles et à venir.

(i) **Pays sans risque de pénurie même après 2025** : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, France, Grèce, Italie, Monaco, Turquie

(ii) **Pays avec risque de pénurie "plutôt localisée" et conjoncturelle** : Chypre, Espagne, Liban, Maroc et Syrie

(iii) **Pays en situation de pénurie conjoncturelle à structurelle dès 2000 malgré une faible demande en eau** : Algérie, Palestine, Israël, Malte, Tunisie

(iv) **Pays en situation de pénurie structurelle dès 2000 aggravée par une forte demande en eau** : Egypte, Libye

Ces travaux affinés depuis, malgré les aléas et limites des méthodes de projection toujours sujettes à débat, confirment ces tendances dominantes dans la plupart des pays : elles sont pessimistes.

II. Scénarios et projections : partout des limites

La commission Méditerranéenne du Développement Durable et le Plan Bleu – selon travaux réalisés en 2000 - ont permis de dresser des **scénarios permettant des projections** jusqu'à 2025.

Malgré des points de départ très inégaux, ces projections dont celle intitulée " la Méditerranée de l'eau en crise " – basée sur la poursuite des tendances actuelles par l'offre dominante – font état d'une dégradation généralisée de la situation dans la plupart des pays de la rive sud sous les **effets conjugués**.

- de la demande liée à la croissance de la population et sa concentration dans les zones urbaines – conjuguant à la fois plus de consommation pour les usagers existants et la croissance du nombre des usagers –
- des pertes importantes dans les circuits de distribution ou de production (jusqu'à 40 et 50 % !),
- de la consommation élevée et toujours croissante des consommations liées aux productions agricoles et céréalières,
- de nombreuses sur-consommations liées à de mauvais comportements ou une information insuffisante.

Ceci dans un contexte où les prélèvements sur les ressources non renouvelables dépassent déjà de 50% les ressources renouvelables en Jordanie, Malte, Tunisie et au sud de l'Espagne et de 90 % en Egypte et en Israël ; même de 400 % en Libye.

Les projections à 2025 indiquent des demandes en eau supérieures à l'indice 100 % par rapport à ces ressources naturelles (au moins pour 8 pays) et de 50 % pour 3 autres pays.

III. Un autre avenir est possible

D'autres avènements sont envisagés pour aller vers un “ **scénario de la Méditerranée de l'eau durable** ” et susceptibles de réduire de l'ordre de 30% la croissance de la demande évitant ainsi la crise du dépassement de l'indice 100 % sur les ressources naturelles à l'ensemble des pays à l'exception de la Libye déjà dans cette situation et de la Palestine.

Ce scénario est basé sur des ruptures fortes avec les tendances antérieures et sur des hypothèses de gestion mettant en œuvre un faisceau de mesures convergentes de plusieurs natures : instruments économiques, instruments politiques et réglementaires, outils d'ordre technologiques, ainsi qu'un travail sur l'opinion.

Ces changements nécessitent la mise en œuvre d'une stratégie pour faire émerger une “ nouvelle culture de l'eau ” à la hauteur des enjeux. Entre autres objectifs elle doit viser à un changement radical des comportements, une responsabilisation accrue des usagers et des décideurs, une participation accrue des usagers à la gestion, etc...

2 - AGIR DANS LE DOMAINE DE L'EAU : VASTE PROGRAMME !

I. Une « nouvelle culture de l'eau » ?

Si les finalités d'une nouvelle “ culture de l'eau ” semblent évidentes dans ce contexte pour arriver aux ruptures souhaitées pour infléchir l'augmentation de la demande sans graves crises sociales, les politiques à mettre en œuvre relèvent à la fois de l'économique, du social et du technique. Mais aussi, et ce serait grave de le sous-estimer, d'une forte intensité de culturel. (Voir le site espagnole : <http://www.us.es/ciberico/concluguardiana.html>)

Concernant une ressource naturelle vitale pour toute vie, à la fois rare, géographiquement inégalement répartie, la plupart du temps gérée comme une ressource marchande, se posent les questions des arbitrages entre intérêt général et intérêts particuliers. Arbitrages aussi entre les rôles respectifs de la puissance publique et du secteur privé, entre présent immédiat et avenir, entre intérêts nationaux et coopérations transfrontalières . Enfin se posent les questions de l'accès équitable, en particulier pour les plus pauvres, et donc des capacités d'investissements et de leur amortissement, etc...

En réalité la question de l'eau pose toute la problématique du développement durable avec son triple fondement social, environnemental et économique. Parler d'une nouvelle culture de l'eau prend à cet égard tout son sens

Le point de vue du pédagogue ...

“ De la primauté du culturel dans les comportements vis-à-vis de l'eau : le culturel, souvent lié à l'inconscient, est le fondement qui détermine le comportement. Les instruments de type technique, économique ou réglementaires sont des déterminants de sous-niveau relativement au niveau premier des instruments de type cognitifs et de sensibilisation. Les autres outils

pour influencer sur la demande, ne fonctionneront à leur vrai rendement qu'à partir d'un travail sur l'opinion en vue d'introduire/réintroduire ou de revitaliser une nouvelle culture de l'eau. ”

Marie Joséphine Grojean – spécialiste de la pédagogie de l'eau et responsable du programme “ l'eau et la vie en Méditerranée ” – auteur de « la planète bleue » Albin Michel et réalisatrice pour France 2 et l'Unesco du film « les Gens du fleuve »

II. L'indispensable innovation conceptuelle

La question de l'eau est de plus en plus fortement posée en Méditerranée et les avis convergent sur son urgence mais il va sans dire que les solutions à y apporter à une échelle significative sont encore largement à explorer, même si de plus en plus nombreuses tentatives sont mises en œuvre ici ou là pour modifier les évolutions tendanciennes. Ces solutions se cantonnent la plupart du temps dans le champ d'action habituel des opérateurs en charge de l'eau à savoir le technique et l'économique. Toutefois prétendre modifier significativement les comportements vis-à-vis de l'eau n'implique-t-il pas aussi de toucher à des mécanismes individuels et collectifs qui font partie de l'inconscient ? Curieusement ce domaine du changement volontaire des comportements reste marginalement exploré laissant penser qu'il n'est pas porteur d'espoirs significatifs. En réalité seule une stratégie cohérente à tous les niveaux est capable de conduire au succès espéré. Cette stratégie touche tous les champs de la vie sociale et nécessite des innovations non seulement sur les plans économiques et techniques toujours mis en avant, mais aussi en matière d'ingénierie sociale. Cette stratégie nécessite un nouveau questionnement des acteurs face à un problème qui malgré tout semble leur résister. Einstein disait que « lorsqu'un problème nous résiste malgré tous les efforts, il faut alors accepter de remettre en cause ses fondements premiers ». Face à l'ampleur du défi ne sommes-nous pas dans cette situation contraint à l'innovation conceptuelle ?

- **Dans le champ politique**, le rôle de l'état en tant que représentant et garant de l'intérêt général est questionné, en particulier par rapport aux délégations de service public et la privatisation. De sa capacité à concevoir, faire partager et faire respecter un cadre qui garantisse un accès équitable dépendra aussi le niveau d'exigence que l'on peut espérer en termes d'usages de l'eau. Parmi les exigences d'outils innovants à définir et faire accepter comme critères des choix, figurent les repères et indicateurs de performance. Ceci renvoie aux questions de gouvernance. Les tendances actuelles en matière de délégation de service public ne sont-elles pas trop univoque pour concilier le double enjeu du nécessaire rôle de l'état autant que de l'indispensable rôle des acteurs professionnels ?
- **Dans le champ des instruments économiques** incitatifs à l'économie et/ou dissuasifs à la sur-consommation, les mesures possibles sont fortement liées à la différenciation entre usagers et l'internalisation des coûts des certaines externalités. La tarification progressive et la tarification sociale sont de plus en plus utilisées en Méditerranée. Celles-ci peuvent toutefois aboutir à des remises en cause de certaines productions irriguées par ailleurs génératrices de richesse monétaire et/ou de devises. L'innovation nécessaire consistera à inventer des dispositifs non seulement économiquement viables, mais socialement et écologiquement acceptables. L'approche exclusive par l'offre dans sa dimension

classique n'est pas de nature à intégrer cette complexité qui n'est ni sa culture d'origine, ni son expertise première.

- **Dans le champ de la technique et des technologies**, les innovations réalisées ces dernières années – en particulier les technologies de l'information et de la commande – comportent un gisement important d'économies d'eau dans les circuits de production et de distribution de l'eau. Gestion de réseau, comptage, détection des fuites et dérivations, recouvrement des coûts, etc... Leur mise en œuvre est avant tout une question de volonté politique d'investissement et des moyens financiers et humains pour les amortir. Ces instruments indispensables doivent être mis au service d'une politique de gestion par la demande.
- **Dans l'espace social**, l'enjeu consiste tout simplement en une révolution culturelle pour arriver à des changements significatifs de comportements. Si historiquement la tradition méditerranéenne avait un rapport particulièrement respectueux à l'eau, cette tradition a littéralement volé en éclats avec les phénomènes de l'urbanisation et de l'élévation du niveau de vie, comme de la croissance de la population et de la mise en œuvre des technologies modernes. Que l'on ne s'y trompe pas, ce changement est d'abord vécu comme une avancée et une réduction des écarts avec les références dominantes occidentales. Toute remise en cause mal comprise serait de nature à provoquer des rejets ou des frustrations comme ferment potentiel de déstabilisations ... Les questions de communication, de sensibilisation et de participation sont dans ce contexte, à prendre en compte avec toute la gravité qu'elles requièrent. Mais le sont-elles ?

III. Passer de la gestion de l'offre à la gestion par la demande : de quoi parle-t-on ?

Le concept de "gestion de la demande" a émergé par opposition à la gestion par l'offre. En réalité ce concept est encore mal cerné – nous l'avons encore vérifié au sommet de Johannesburg - et la frontière exacte entre gestion par l'offre et gestion par la demande reste floue. De quoi s'agit-il ?

- **La préoccupation de gestion** concerne l'identification des moyens et outils susceptibles d'être mis en œuvre pour intervenir sur les demandes en eau de la production à la consommation. Prétendre gérer c'est avoir la capacité d'infléchir la consommation et les usages dans un sens ou l'autre. Ceci en tenant compte non seulement de critères économiques, financiers ou techniques, mais aussi de la rareté de la ressource, de l'aspect vital du besoin d'eau pour toute vie, d'une nécessaire équité d'accès. En ce sens le concept de gestion lui-même est questionné au-delà de son acception économique restrictive habituelle. Il s'agit plus ici d'une gestion telle que qualifiée dans certains textes juridiques de « bon père de famille » à savoir intégrant la notion de patrimoine, de justice et d'équité dans la partage, de durée historique...
- **La demande** est caractérisée par un ensemble variable dans le temps et dans l'espace de comportements, habitudes, besoins, mécanismes, intérêts, qui déterminent des usages de l'eau. La demande n'est d'ailleurs pas forcément exprimée. Elle peut osciller entre l'expression plus ou moins ouverte de

besoins, de revendication de droits, de demande explicite dotée de moyens ou de besoins implicites dénués de moyens...

La gestion par l'offre dominante actuelle est surdéterminée par les facteurs et contraintes économiques et techniques. Ces contraintes sont elles-mêmes régulées par un jeu d'intérêts privés en compétition et d'intérêts publics quelquefois clientélistes. Les politiques de privatisation en cours en Méditerranée sous les injonctions des politiques d'ajustement structurel des institutions de Bretton Woods mais aussi du Processus de Barcelone risquent encore d'accentuer cette tendance. Force est de constater que ces seuls critères ne sont tout simplement pas suffisants pour relever les enjeux au niveau où ils se situent.

A l'opposé la gestion par la demande tend vers une dimension plus participative et en principe plus apte à intégrer les différenciations sociales et de territoire. Pour simplifier, il s'agit ni plus ni moins de passer du primat de l'efficacité technico-économique au primat de l'efficacité socio-environnementale.

Mais dans les deux cas l'efficacité – atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs indispensables en matière de gestion de la ressource au bénéfice du plus grand nombre – et l'efficience – coût économique, social et environnemental acceptable – sont des conditions sine qua non. Ce type de contraintes pose en termes très nouveaux la manière d'approcher la gestion.

Selon Ohlsson, cette dynamique de changement s'apparente à un mouvement en spirale .

Action	Résultante	Type de gestion
1. Sous l'effort des ingénieurs	Plus d'eau est disponible	Gestion par l'offre
2. Des usages plus efficaces	Meilleur usage de la goutte	Gestion par la demande 1
3. Des allocations plus efficaces	Meilleure valeur de la goutte	Gestion par la demande 2

La gestion par la demande recouvre une capacité d'agir sur des usages à la fois au niveau technique (technologies), au niveau économique, au niveau institutionnel et réglementaire et au niveau socio-culturel. Ce dernier niveau interfère dans un espace où la subjectivité est fortement à l'œuvre : celui des représentations et de la culture. L'action y prend une dimension qui questionne l'identité et le sens.

Le point de vue du pédagogue ...

“ Sensibiliser, éduquer, former, participer... Agir sur la demande en eau : lorsqu'un mot peut en cacher un autre, de quoi parle-t-on ?

- *S'agit-il de faire consommer autrement ? de faire consommer moins ? de faire consommer plus ?*
- *De quels consommateurs parle-t-on ? milieu rural, urbain ?*
- *Sur quelle demande s'appuie-t-on : objective et statistique ? Sur une demande en eau des usagers qui est du ressort du vital, du culturel et du subjectif symbolique, mais relève aussi des valeurs sociales ?*

- Les politiques à mettre en œuvre et relevant de l'économique, du réglementaire et de la technique sont assez bien connues. Ce qui est en jeu dans le domaine éducatif c'est comment responsabiliser les usagers à la fragilité de la ressource, comment les faire participer à la gestion et en fait comment changer les comportements actuels.
Il est clair que la dynamique du système mécaniste n'entraîne pas la dynamique sociale. Le système mécaniste est fermé sur lui-même et ignore l'utilisateur en tant que déterminant non-mécaniste de la gestion de l'eau. ”

MJ Grojean

IV. Principaux axes d'intervention et principes d'une approche de gestion des demandes en eau : le principe CROIRRE ?

- **C** onserver : agir sur la préservation des ressources en eau rares
- **R** éutiliser : favoriser les réutilisations possibles
- **O** ptimiser : maîtriser les emplois de l'eau dans le meilleur rapport quantité/utilité/coût
- **I** nnover : dans les outils comme dans les approches
- **R** éduire ou supprimer les fuites et les pertes
- **R** éorienter : aller dans le sens d'une ré-allocation des flux et la réduction des conflits d'usage
- **E** duquer les usagers

Ceci pour corriger les principaux défauts connus et agir ainsi sur le gisement potentiel d'économies possibles sur les : pertes, fuites, manque d'efficacité et d'efficience dans les usages agricoles et industriels, sur-consommations inutiles, pollutions, non-réutilisation, utilisation non appropriée d'eau de qualité pour des besoins qui ne le nécessitent pas, tarification non appropriée.

A. Quelles économies peut-on attendre de la mise en œuvre d'une politique de gestion de la demande en eau ?

Malgré la difficulté de ce type de simulation, (cf “ un exercice exploratoire provisoire a été tenté par le Plan Bleu en 1997 sur la base de statistiques disponibles ” - in CMDD/Eau/WG2 sept 1997 encadré 2). Les auteurs estiment que malgré “ une démarche trop macroscopique et un jeu d'hypothèses trop simplificatrices, ces résultats valent surtout par les ordres de grandeur ” .

“ Pour l'ensemble des pays et territoires riverains de la Méditerranée :

◆ Gain total par réduction des pertes de 50%	29.5 km3/an
◆ Gain total par recyclage des eaux industrielles de 50 %	14 km3/an
◆ Gain total si l'efficacité des irrigations était amenée partout à 80%	32 km3/an
TOTAL	75.5 km3/an

On peut comparer ce gain global potentiel aux surcroûts de demandes en eau présumées aux horizons 2010 et 2025 selon l'actualisation du plan Bleu de 1996.

En hypothèse haute on remarque que ce gain :

- ◆ est proche du surcroût de demande entre 1990 et 2010 soit + 89 km3/an
- ◆ atteint la moitié du surcroût de demande calculé à l'horizon 2025 soit + 148 km3/an ”

On est par conséquent en droit d'envisager très sérieusement une mise en œuvre de ces politiques avec des attentes de résultats non négligeables : le gisement existe bel et bien.

Toutefois on note une certaine défiance à valider ce type d'évaluation . Celle-ci n'est sans doute sans doute pas étrangère à un certain attentisme en matière de mise en œuvre de politiques affirmées entre prudence réelle et prudence tactique.

B. Information, sensibilisation, formation : les actions transversales qui mobilisent

L'action sur les outils économiques, techniques et réglementaires comporte pour partie des automatismes non immédiatement conscients sous des contraintes diverses : contraintes du marché, contrainte de la réglementation, facteur limitant de l'accès ou de la maîtrise de certaines techniques. Ces règles sont depuis longtemps internalisées et font partie du savoir-faire classique des gestionnaires. Leur amélioration dépend bien souvent de contraintes externes ou internes plus ou moins ponctuelles. La puissance publique et le marché fournissent en général les impulsions.

Mais au-delà de ces contraintes mécaniques se situe un potentiel important de croît d'efficacité et d'efficacité dans ce qui l'on pourrait nommer le " supplément de conscience " lorsque l'information est partagée, lorsque l'état d'esprit des opérateurs et des usagers est en phase avec les objectifs, lorsque la demande est elle-même plus responsable.

Une politique de gestion de la demande efficace doit donc viser à rendre cohérent et orienter ce jeu de contraintes au plus près des objectifs visés. La communication devient dans ce contexte un corollaire impérieux et transversal car elle vise à associer les usagers en tant qu'acteurs et non seulement à les faire exécuter une politique. Des " consommateurs " en quelque sorte dont la prise de conscience à la fois en tant que consommateur et acteur par l'accès aux informations permet aussi la participation.

Le point de vue du pédagogue ...

Une question de sémantique : redéfinir chacun des termes qui définissent le public y compris les décideurs.

Une question élémentaire de communication

- Parler un langage que les gens comprennent. Nécessité de revenir à un langage compréhensible par les usagers

- Parler le langage que parlent les gens. Pour cela, il faut d'abord les écouter. Ecouter quoi ? Ce qu'ils savent et ce qu'ils veulent. Se soucier de ceux qui ne peuvent pas exprimer leur demande.

Partager l'information :

- Les décideurs politiques et les initiateurs de projets doivent sortir de leur tour d'ivoire. Le désirent-ils vraiment ? Passer du monde de la commande à celui du contrat. Du principe de l'arbitraire à celui de la gouvernance.

- Il s'agit ici non de l'intitulé du message, mais du contenu du message. Faire passer le message. Ce qui nécessite un gros travail d'explicitation. Les décideurs veulent-ils devenir des pédagogues ?

S'appuyer sur la vision culturelle de l'eau des habitants.

Cette vision existe encore. La perte des valeurs « traditionnelles » remonte tout au plus à 2 générations en Europe, à une période ultérieure en Méditerranée et plus généralement au Sud. Même si elle est souvent à reconstruire chez les plus jeunes, la symbolique de l'eau reste très forte dans l'inconscient de chacun. Il reste à lui donner sa place dans la culture actuelle. Reconstruire le sentiment d'appartenance à un ensemble patrimonial et ouvert sur l'extérieur. Veut-on lui donner sa place ?

Expliquer les nouveaux territoires et les adaptations nécessaires : les gens connaissent le territoire où ils vivent. Les territoires physiques sont les mêmes, mais la gestion des territoires se complexifiant, le cadre de la gestion est différent. Il y a de nouvelles contraintes et de nouvelles dispositions nécessitant des adaptations de la part des habitants.

Partir de l'existant et ouvrir au changement en permettant à chacun de devenir acteur et de savoir pourquoi cela est nécessaire

MJ Grojean

V. Rappel des recommandations de la CMDD :

Pour réaliser ces objectifs la Commission Méditerranéenne du Développement Durable préconise (cf. management of water demand – recommandation of the MCSD adopted by the 10th meeting of the contracting parties to the Barcelona Convention Tunis 18/21 nov. 1997 – guidelines for action).

5.1. De développer dans le public, des opérateurs économiques, des gestionnaires et des décideurs, une sensibilité sur l'importance des pertes et gaspillages d'eau, à la fois en termes économiques et en volume d'eau, et de réveiller le sens des responsabilités parmi les usagers en vue d'une meilleure gestion de la demande en eau consistant à :

(i) mener des actions de sensibilisation à tous les niveaux

- sensibiliser chaque usager sur le gaspillage et les possibilités d'économie, en luttant contre le gaspillage par le simple changement d'attitude, illustré par des exemples pratiques
- favoriser la prise conscience de la population sur la valeur de l'eau et du risque de pénurie, et alimenter cette prise de conscience par des actions de moyen et long terme
- s'appuyer sur les associations et utiliser tous types de médias audiovisuels, matériel pédagogique, et d'actions (classes d'eau) adaptées à chaque pays

(ii) faciliter l'accès à l'information sur la demande en eau

- fournir l'information sur le prix et les frais de l'eau
- utiliser la participation active des réseaux d'experts en Méditerranée et étudier la possibilité de faciliter l'échange de l'information à travers le développement du

système d'information Euro Méditerranéen sur le savoir-faire dans le domaine de l'eau qui a été adoptée à la conférence sur l'eau de Marseille

5.2. Renforcer chez le public, les opérateurs économiques, les gestionnaires et les décideurs, la connaissance et l'évaluation des gains potentiels qui peuvent être obtenus d'une gestion plus économique de la demande en eau en mettant l'accent sur une totale transparence

- connaître : mise en place de mécanismes pour la **collecte de données** pour avoir une meilleure connaissance de l'efficacité des réseaux et de l'utilisation des systèmes y compris l'installation d'équipements de mesure des flux aux points de production et distribution, (y compris la qualité...) des systèmes de collecte d'informations par secteur de consommation (agriculture, tourisme...), des analyses et tableaux de bord réguliers comme instruments d'aide à la décision.
- élaborer des outils et les standards concernant les formes majeures d'usages en quantité et qualité en mettant à contribution la recherche

5.3. Entreprendre des activités concrètes de contrôle de la demande

- Mettre en œuvre des projets pilotes pour renforcer l'efficacité des systèmes d'utilisation (réseaux, process, etc...)
- améliorer les performances des réseaux de distribution et l'utilisation de l'eau, en focalisant sur la maintenance
- développer des systèmes plus élaborés et graduels de tarification des prix et charges
- faire comprendre directement aux usagers la signification et l'objectif des mesures d'incitation financières qu'elles soient sous forme de pénalités (taxes, charges...) ou d'encouragements (subventions). Ces incitations peuvent être d'autres outils pour orienter la consommation.
- Promouvoir une meilleure intégration des impératifs de la gestion de la demande dans toutes les réglementations sectorielles de telle façon à réduire la demande

5.4. Encourager la coopération entre les groupes des pays qui font face aux mêmes problèmes de gestion de la demande et de risque de pénurie.

- Encourager le transfert du savoir-faire par et entre gestionnaires
- Mettre en œuvre des coopérations économiques et techniques sur l'eau en lien avec les objectifs de la gestion de la demande en eau

6. Quelle efficacité des instruments de gestion de demandes en eau ?

L'analyse des données d'une enquête auprès des participants de l'atelier " La gestion des demandes en eau de Fréjus " **classait au même niveau de performance de gestion les instruments de type cognitifs et de sensibilisation que les instruments de type techniques, économiques ou réglementaires** : profession de foi ou constat incontournable sans lequel aucune amélioration significative est possible ?

L'autre enseignement de cette enquête consistait en une affirmation forte et largement dominante sur les autres considérations, de la nécessité de bien connaître les demandes, de pouvoir les évaluer, de pouvoir suivre leurs performances. Il s'agit

ici d'un véritable besoin de d'indicateurs, paramètres, repères mesurables dans le temps sans lesquels toute tentative de pilotage est vouée à l'échec. Ces principes recouvrent en fait les recommandations de la CMDD évoqués ci-dessus.

Ces données sont fondamentales pour la réflexion qui précède l'action :

- avoir l'intention de gérer la demande suppose un diagnostic préalable approfondi
- dans le domaine des ressources naturelles vitales, l'utilisateur modifie son comportement lorsqu'il comprend, partage et approuve les finalités qui lui sont proposées

Ces deux lignes de forces fondent l'intervention dans la domaine de la sensibilisation.

En Méditerranée on ne peut qu'être surpris devant l'apparente faible mise en œuvre de ce type d'action au demeurant reconnu par tous comme si essentiel : absence de conviction, incapacité ou manque de volonté politique ?

3 - CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT et PARTICIPATION

I. Information, sensibilisation, formation : trois étapes vers la participation des usagers. Quelle méthode ?

La communication semble donc devoir faire partie intégrante de la GDE même si la majorité des scientifiques et des responsables semblent à l'évidence plus prolixes sur les autres outils.

Dans cet esprit il apparaît nécessaire de distinguer plusieurs formes de communication. En fait, le terme communication regroupe plusieurs étapes (information, sensibilisation, formation) censées aboutir à la participation. Encore faut-il définir à qui on s'adresse et la stratégie comme les outils ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit d'usagers professionnels ou domestiques, de familles, individuels ou collectifs, urbains ou ruraux, etc... Les principes qui suivent sont en fait génériques et visant ce que l'on pourrait qualifier une « stratégie ISFP » (information, sensibilisation, formation, participation selon les principes du développement durable.

- La première étape consiste à *informer* le public. En effet, qui lutterait contre un problème dont il n'a même pas la connaissance ? Cette première étape vise simplement à exposer des faits objectifs. “ *C'est une communication non interactive de faits, de données...une information n'atteint que peu de monde ("taux d'écoute", niveau culturel...) et son interprétation varie d'un individu à l'autre.* ” [1] – Ce type de communication peut être utilisé autant pour la gestion par l'offre que pour la gestion par la demande. Elle n'est donc pas spécifique à la GDE.
- La seconde étape vers la participation est la *sensibilisation*. Contrairement à l'information, elle possède une dimension affective ; elle va plus loin, en ce sens qu'elle cherche à ce que le public se sente concerné par le problème et non pas seulement à ce qu'il en soit avisé. “ *L'action "sensibiliser" suppose un échange interactif minimum (conférence, conseil, ...) ou un échange interactif conséquent associé à un travail personnel (école, séminaire). Une analyse guidée par une personne, chargée de cette mission, qui donne son point de vue et provoque des réactions* ”. [1] – Ce mode de communication vise clairement une approche participative et constitue un outil plus clairement approprié pour les objectifs de GDE.
- Une fois le public informé et sensibilisé, il peut être *formé*. “ *Une formation correspond à l'acquisition des " savoir-faire " et/ou de " savoir-faire-faire " ”* [1]. Cela signifie que l'on enseigne au public la manière de régler le problème (pour la gestion de la demande en eau, cela consiste à expliquer à l'utilisateur comment il peut réduire sa consommation d'eau) ou que l'on forme des formateurs. La formation constitue un outil pour la gestion par l'offre comme pour la gestion par la demande mais ses

finalités sont différentes. Pour le professionnel il s'agit d'une recherche de croît d'efficacité technico-économique avant un croît de citoyenneté, pour l'usager privé il s'agit d'abord d'un croît de responsabilité avant le gain d'économies potentielles .

Cette distinction n'est pas négligeable et doit être prise en compte car la formation renforce le savoir et le pouvoir des décideurs en même temps qu'elle vise au renforcement des capacités des usagers en partageant le savoir : ceci fait émerger des capacités de négociation chez de nouvelles catégories d'acteurs. C'est tout l'enjeu de la participation souvent invoquée mais dont la mise en œuvre est difficile à diagnostiquer.

Etant donné l'importance que semble revêtir la communication pour la réussite de la gestion de la demande en eau, il nous a paru intéressant d'enquêter sur ce qui se dit et se fait en la matière en Méditerranée.

II. Accords internationaux : le concept de développement durable et son corollaire d'affirmation de la nécessité de sensibiliser et d'impliquer le public

Depuis le sommet de la terre à Rio de Janeiro en 1992 et jusqu'au Sommet du Développement durable de Johannesburg en 2002, les débats sur la mise en cohérence des trois piliers économique, social et écologique du développement durable sont au cœur
“ La communauté internationale doit faire valoir ses droits et assumer ses responsabilités en veillant à ce que tous les utilisateurs, riches ou pauvres, qui exercent des pressions concurrentes sur l'eau, aient accès à cette ressource dans des conditions équitables et fiables, et à un prix abordable. Il s'agit de gérer les activités humaines de sorte à préserver les réserves d'eau, en qualité et en quantité. ” (message de Kofi Annan lors de la journée mondiale de l'eau, le 25 mars 2000)

(a) En 1977, les Nations Unies ont organisé en Argentine – Mar Del Plata - la première Conférence mondiale sur l'eau. C'est à cette occasion que le *principe d'un droit d'accès universel à de l'eau potable en quantité et en qualité pour les besoins essentiels* a été introduit. En 1980 le lancement de la DIEPA confirmait ces options .

(b) La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en 1992 a défini les principes fondamentaux et le programme d'action permettant d'assurer le développement durable, dont l'eau est un élément essentiel. Les trois composantes du développement durable doivent être prises en compte : la croissance économique, le développement social et la protection de l'environnement. A l'issue de cette conférence, il a aussi été affirmé la nécessité de la *“ mise en œuvre de dispositifs favorisant une utilisation rationnelle de l'eau [notamment] par la sensibilisation du public et des programmes éducatifs [...]”*. (chapitre 18 de l'Agenda 21).

(c) Dans le cadre de développement durable, l'eau est de plus en plus considérée comme la ressource stratégique principale du XXI^e siècle. L'enjeu est de parvenir à

ne plus consommer davantage que ce que la nature peut régénérer. Il s'agit donc de limiter les gaspillages et de mettre en œuvre une utilisation intégrée de l'eau. Pour favoriser et mettre en place cette gestion intégrée de l'eau, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a créé en 1996 le GWP (Global Water Partnership). Sa mission principale est de "*soutenir les pays dans la gestion durable de leurs ressources en eau*". Le GWP collabore ainsi avec tous les acteurs : organismes gouvernementaux, institutions publiques ou privées...et ce, à un niveau local, national ou international.

(d) A de nombreuses reprises, l'eau a ensuite été évoquée lors de nombreux sommets internationaux. Lors de la conférence internationale "Eau et développement durable" qui s'est tenu à Paris les 19, 20 et 21 mars 1998, a été reconnu *le fait que la gestion de l'eau n'est pas seulement une affaire de professionnels mais qu'elle implique de plus en plus l'ensemble des utilisateurs et des populations*. Ainsi, les usagers de l'eau devront, entre autres, être sensibilisés à la lutte contre le gaspillage, à la valeur économique, sociale et culturelle de l'eau. Cette même année, la *convention d'Aarhus reconnaissait le droit des populations à l'accès à l'information et un droit à participer au processus décisionnel en matière d'environnement*.

(e) Le Sommet mondial de l'eau, tenu à La Haye en mars 2000, a reconnu la *ressource eau comme un bien économique* : son mode de gestion doit être réglé de façon à répondre d'abord à des besoins et ne doit pas être soumis à un principe de droit fondamental et universel. Cette position peut peut-être paraître comme un recul par rapport à une reconnaissance d'un droit fondamental, universel et inaliénable d'accès à l'eau. Cette question fait largement débat et comporte à elle seule une grande partie des enjeux sur les réponses à apporter . Entre autres la caractérisation plus précise de la notion de besoin dans les trois piliers du développement durable : besoin social, besoin économique, besoin vital de l'écosystème global comme de la vie humaine. Là encore l'élargissement conceptuel à la prise en compte de contraintes multidimensionnelles butent sur les archaïsmes.

(e) Plus récemment encore, lors de la 4^{ème} session de préparation au SMDD (Sommet Mondiale pour le Développement durable) de Johannesburg qui s'est tenu à Bali du 27 mai au 7 juin 2002, les ONG, les communautés scientifiques et technologiques, les femmes et les autorités locales présentes ont réaffirmé "*qu'une bonne gouvernance nécessitait la participation du public, l'accès à l'information*" [2]. Toujours dans le cadre de la préparation au SMDD de Johannesburg, tout le monde (scientifiques, ONG, institutionnels...) s'accorde à dire que le problème de la gestion de l'eau doit se situer au cœur de tout projet de développement durable.

(f) la déclaration ministérielle de la Conférence internationale sur l'eau douce à Bonn en décembre 2002 affirme " la gestion des ressources en eau devrait reposer sur une approche participative. Tant les hommes que les femmes devraient être associées sur un pied d'égalité à la gestion de l'utilisation durable des ressources en eau et au partage des bénéfices. Il est nécessaire de renforcer le rôle des femmes dans les domaines relatifs à l'eau et d'assurer une plus large participation de celles-ci "

(g) De nombreuses déclarations – Déclaration du Millenium, le NEPAD, les textes préparatoires au 3^{ème} Forum mondial de l'eau à Kyoto, le plan d'action de

Johannesburg 2002, etc..., tant sur la problématique de l'eau en général que sur le problème des changements de comportements nécessaires pour faire face aux défis du XXI^{ème} siècle, abordent de manière incantatoire ces questions. Quelles sont les réelles retombées de telles conférences internationales ?

(h) Selon J. Vergnes [1], " L'Éducation des populations en matière d'environnement et les propositions y afférant sont évoquées dans les résolutions de sept conférences internationales des Agences des Nations Unies :

* **Stockholm (1972)** a défini l'éducation des publics en matière d'environnement comme la clef du développement durable et recommandait à l'UNESCO de mettre au point un programme d'éducation relative à l'environnement destiné à tous les publics.

* **Belgrade (1975)** dont la charte a défini six objectifs de l'éducation relative à l'environnement, à savoir : prise de conscience, accès aux connaissances, participation, acquisition de compétences, sens des responsabilités.

* **Tbilissi (1977)** a formalisé 12 grands principes pédagogiques pour cette éducation.

* **Rio (1992)**, a promu l'éducation du public et proposé les recommandations permettant l'Agenda 21

* **Thessaloniki (1997)** a redéfini les bases d'une éducation des populations pour un avenir viable et rappelé toute l'importance de la communication

* **Aarhus (1998)** a proposé une Convention¹ sur "l'accès à l'information", "la participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement", ... Information et participation : une obligation et un devoir.

* **Malmö (5/2000)** a fait le constat du décalage inquiétant entre les engagements des décideurs et les actions réalisées, mais aussi le caractère urgent de l'éducation des populations en matière d'environnement.

III. Changer : pistes pour l'action éducative dans le domaine de l'eau

Le point de vue du pédagogue ...

L'ignorance a une grande responsabilité dans cette crise croissante de l'eau .

L'éducation est une réponse. Elle facilite de plus la participation d'une population à la définition d'une politique concertée nationale et à sa mise en œuvre.

Ces questions impliquent l'existence d'une éducation de base qui doit :

▶ *Expliquer les origines des dégradations croissantes des ressources naturelles, de la raréfaction des ressources d'eau potable et leurs conséquences sur la biosphère.*

▶ *Faire accepter que la dégradation de l'eau ne peut plus être acceptée comme le prix à payer pour ce que l'on appelle la croissance économique, le progrès et l'ignorance*

▶ *Faire prendre conscience de la responsabilité de chacun dans les problèmes observés*
▶ *Responsabiliser une population inquiète, favoriser un débat social, faciliter la participation d'une population à la définition et mise en œuvre d'une politique de gestion durable de l'eau.*

▶ *Faire découvrir et accepter le principe d'une modification des modes de vie*

▶ *Apprendre à mieux gérer les ressources d'eau fragiles et limitées*

▶ *Promouvoir la responsabilisation, le débat public, la concertation et la participation*

▶ *Justifier la mise en œuvre d'un corpus de règles pour gérer les relations entre les hommes à propos de l'Eau*

▶ *Mobiliser les esprits sur la question de l'eau*

▶ *Promouvoir une vision culturelle de l'eau*

Au Sommet de Malmö (5/2000) Kofi Annan a demandé d'entreprendre un effort majeur d'éducation du public, car nous n'arrivons même pas à maintenir un débat sur la question.

L'éducation des publics et la recherche d'une communication de qualité sont les seules démarches connues pour faire comprendre à chaque individu que "le ciel pourrait bien lui tomber un jour sur la tête" s'il ne change pas ses comportements sociaux et ses pratiques culturelles.

"Si l'on veut que la Terre puisse subvenir aux besoins des êtres humains..., la société humaine devra être transformée... L'éducation est la force du futur, parce qu'elle est l'un des instruments les plus puissants pour réaliser le changement"

"C'est l'affaire de tous !" dit-on. A cette phrase, qui n'aura aucune vertu magique sur le comportement des individus par le fait de la répéter, il conviendrait mieux de susciter un débat social. Un débat qui permettrait de rappeler que si les financements ¹ et les décisions constituent les fondations de toute solution, une éducation de la société en constitue la clef de voûte.

Un débat qui ne peut qu'être le résultat d'un programme d'éducation et de communication en matière d'eau pour la population ”.

(in Symposium international de l'Eau Cannes (France), 2-7 Juin 2002 - "PÉNURIE D'EAU & JOURNALISME". UN PROJET POUR LES PAYS DU MAGHREB - Jean A. Vergnes (¹ Docteur d'État Es-Sciences, Consultant UNESCO et Ministère des Affaires Étrangères, Administrateur de "Eau Sans Frontières", Vice Président de l'Institut Méditerranéen de la Communication, Membre de l'Académie de l'Eau, E-mail : Jean.Vergnes@Wanadoo.fr)

¹ L'avenir de la planète est entièrement entre nos mains et si des catastrophes surviennent un jour, ce sera en raison de nos mauvaises décisions ou de notre absence de décisions politiques (Olof Palme 1972)

¹ *Changer les mentalités : un impératif pour la terre* (1992). *L'Eau : Éduquer et informer* (1994). *Enseigner pour un monde durable* (1996). *Connexion* est un bulletin de l'Éducation relative à l'environnement. Rédacteur en chef : Diileep Bhagwut - Secteur Éducation - UNESCO.

¹ ... L'eau douce, domaine où les gouvernements et l'opinion ont besoin de nouveaux points de repère et de principes plus clairs pour les guider et les aider dans la prise de décisions. (Discours du Directeur général de l'UNESCO, 11/2000)

¹ *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur* - Edgard Morin - 1999

¹ Le rapport (Ch.36) de la Conférence de Rio (1992) concerne l'éducation, la sensibilisation du public et la formation à l'environnement. Évaluation des aspects financiers correspondants : 12 milliards US\$. Pour la "sensibilisation du public" (Ch. 36.8), 1,2 milliard US\$. Ce qui représente 1,5% du coût des mesures prévues à cette époque, 80 milliards US\$/an, pour résoudre les problèmes de pénurie d'eau.

IV. Points de vue en Méditerranée : la croisée des chemins ?

Les scientifiques estiment que le bassin méditerranéen ne peut être considéré comme une entité homogène du point de vue de la gestion de la demande en eau (GDE). Alors que la demande stagne voire décroît sur la rive Nord de la Méditerranée, elle est encore en croissance dans les pays du Sud et de l'Est et la situation est déjà critique dans certains pays tels que la Syrie, l'Égypte ou Chypre.

Pour de nombreux scientifiques spécialisés sur cette zone dont Jean Margat [3], la ISFP est un « paramètre à ne pas négliger dès que l'on entreprend une action sur le comportement ». Mais ils pensent qu'il est nécessaire de distinguer les actions en fonction des différentes catégories d'usagers (consommateurs d'eau potable, agriculteurs, industries...). Toutefois la ISFP ne semble pas être considérée par la

plupart des scientifiques comme un instrument de GDE en elle-même, mais plutôt comme action d'accompagnement . Ce point de vue n'est-il pas en rupture avec le concert international sur l'implication des populations ?

A. Agir sur les économies "d'eau domestique"

En ce qui concerne l'eau potable – de l'ordre de 9 % de la consommation d'eau - la ISFP est un moyen important pour faire comprendre aux usagers qu'il y a des efforts à faire pour économiser partout où cela est possible . Pour les non spécialistes la connaissance du problème mais aussi les propositions de solutions sont fondamentales ici.

Par ailleurs la GDE a un coût, dont au moins une partie devra être supportée par les utilisateurs. Différentes mesures économiques sont prises pour inciter les ménages à économiser l'eau potable :

- Dans la grande majorité des pays l'eau est subventionnée (c'est à dire que le prix de l'eau est inférieur au coût réel). Or pour encourager les économies, la tendance est de ramener le prix à un montant qui prend en compte tous les facteurs de coûts , ce qui inévitablement entraîne une augmentation de la facture d'eau.
- Dans les pays du Sud de la Méditerranée et l'Espagne, la tarification dégressive est de plus en plus appliquée. Une première tranche de consommation, considérée comme indispensable, reste subventionnée ; au-delà de ce seuil l'eau devient de plus en plus chère, encourageant ainsi les comportements économes.

Or il est semble exister une corrélation importante entre l'importance de l'incitation financière et la réduction de la consommation d'eau. La compréhension est une condition sine qua non de l'efficacité de mesures économiques de GDE. Les ménages doivent comprendre pourquoi leur facture d'eau augmente. C'est pourquoi toute mesure économique doit être accompagnée d'une action ISFP. Mais dans ce domaine on se heurte au problème de l'équité, car ceux qui ont des moyens ne seront que peu incités à l'économie ; au contraire la non-contrainte économique peut même être vécue comme un paramètre du statut social.

B. Agir sur la consommation d'eau agricole

A l'évidence il semble nécessaire de traiter le problème de l'eau agricole différemment de celui de l'eau potable. En effet, les agriculteurs ne sont pas seulement des consommateurs - d'eau - mais aussi des producteurs qui ont des incidences non négligeables sur la balance des paiements, le PIB, l'entrée de devises dans le pays...A ce titre, l'eau d'irrigation qui leur est allouée est facturée à un prix souvent faible voire nul. Les habitudes étant prises, il s'agit donc d'un arbitrage qui dépasse les considérations de gestion de la seule ressource naturelle "eau" d'une part, et d'une remise ne cause d'avantages acquis d'autre part . Aucun pouvoir politique n'aime se trouver devoir gérer des remises en cause d'avantages acquis.

Les chiffres existants montrent au plan mondial toute l'étendue du paradoxe à traiter : la Méditerranée ne fait pas exception à la règle

- l'agriculture irriguée consomme de 70 à 80 % des ressources en eau
- les 60 % de la production mondiale agricole totale proviennent de 17% de la surface irriguée

A priori la première méthode pour réaliser des économies d'eau agricole consiste à faire payer cette eau aux agriculteurs. Mais comme pour les ménages, cela nécessite un énorme travail ISFP pour expliquer et faire admettre cette augmentation des charges. Toutefois pour des raisons d'ordre politique évoquées plus haut cela ne suffit pas. Il convient de trouver d'autres solutions et probablement autant sociales qu'économiques et techniques, pour aider les agriculteurs et garantir leurs revenus autrement qu'en leur distribuant l'eau gratuitement ou presque.

Mais dans un contexte où l'un des problèmes majeurs et connus de l'irrigation méditerranéenne est sa faible efficacité, l'instrument technique lié au changement du système d'irrigation – passage de l'irrigation gravitaire au goutte à goutte par exemple – est à privilégier.

Il serait contre-productif sur un plan économique de mettre en place des mesures dissuasives en matière tarifaire sans les accompagner des stratégies de formation et de vulgarisation de changement des pratiques. Tout cela plaide en réalité pour une véritable politique d'irrigation différenciée selon les producteurs – péri-urbains, oasiens, grandes cultures, arboriculture, périmètres irrigués. Parmi la dernière catégorie, fortement visée par la GDE, s'annoncent des remises en cause douloureuses visant à la suppression de productions « non durables » - ex bananes en zone semi-aride (Maroc) ou céréales en zones désertique (Algérie) etc...

L'instauration de nouvelles techniques nécessite aussi une formation des agriculteurs.

En conclusion, ces deux rapides analyses tendent à démontrer que les instruments de GDE, qu'ils soit économiques, techniques ou réglementaires :

- sont fortement à différencier dans leur mise en œuvre en fonction du public-cible auxquels ils s'adressent
- sont à mettre en œuvre de façon concomitante dans le cadre de véritables politiques globales
- mettent en œuvre différents niveaux de gouvernance et ne s'adressent pas seulement à une régulation des flux
- ne sauraient être efficace que s'ils sont accompagnés d'une stratégie ISFP.

C. Point de vue des mouvements anti-globalisation

De plus en plus des mouvements anti-mondialisation manifestent contre les privatisations en cours dans le domaine de l'eau : entre autres aussi pour dénoncer l'attitude incitative des institutions internationales vers la libéralisation. Il s'agit de former un front commun et développer et échanger des alternatives pour résoudre les problèmes d'accès et de qualité qui s'annoncent d'ici 2020. Ainsi lors du deuxième Forum Social Mondial qui s'est déroulé du 31 janvier au 5 février 2002 à Porto Alegre, une conférence intitulée "L'eau, bien commun" a eu lieu dans le cadre de l'axe "L'accès aux richesses et au développement durable". De cette conférence ont été tirés les points de consensus suivants :

- reconnaître que l'eau est un bien commun et indispensable de l'humanité et que, pour cela, elle ne peut être traitée comme une marchandise
- promouvoir la gestion publique et durable des ressources hydrauliques ;
- lutter pour la démocratisation des institutions multilatérales.

Ce point de vue s'oppose à celui de nombreux décideurs, pour qui il est nécessaire que l'eau soit traitée comme un bien économique régi par le marché et ses mécanismes censés lutter efficacement contre la pénurie et l'augmentation rapide de son prix. Cette conviction libérale est censée assurer la gestion rationnelle d'une ressource rare par la " juste " rémunération et sécurisation de l'investissement privé . Dans cette perspective, la gestion publique directe est réputée inadéquate et inefficace. Il conviendrait donc de la transférer aux entreprises privées, notamment selon le modèle français de la gestion déléguée qui fait école . Il faut noter que cette politique est en parfaite cohérence avec la déréglementation et la privatisation - en cours de généralisation rapide à travers le monde - des services publics de base : gaz, électricité, transports urbains, télécommunications, poste. En particulier ces principes ont été fortement promus lors du deuxième forum mondial sur l'eau à La Haye : l'accès à l'eau y a été défini comme un besoin et non comme un droit. La notion de besoin étant dans ce contexte à lire comme « besoin économique à satisfaire » . On comprend dès lors l'étendue de la divergence des points de vue .

Les mouvements anti-globalisation dénoncent cette attitude et proposent une réorientation de la politique internationale non seulement de l'eau, mais aussi de la gestion des ressources naturelles en général. Ainsi, fin 1997, à l'initiative du Groupe de Lisbonne et de la Fondation Mario Suarez, 22 personnalités dont Riccardo Petrella [5] se réunissent et créent le comité promoteur du Contrat Mondial de l'Eau (CME), qui s'appuie sur un principe fondateur : *l'eau est un bien commun, patrimonial et mondial de l'humanité*. Présenté dans Le Manifeste de l'Eau [6], le CME a pour finalités de promouvoir l'accès à l'eau potable pour tous et une gestion solidaire, durable et intégrée de l'eau.

Pour cela deux réseaux seraient mis en place :

- Un collectif mondial de l'eau (réseau qui s'appuie sur l'organisation de la société civile) : le collectif mondial de l'eau va organiser au cours des 6 prochaines années, deux campagnes mondiales : la première, "3 milliards de robinets", concerne l'accès pour tous à l'eau potable, la deuxième, "vivre dans les villes", concerne la mise en place des systèmes d'assainissement des 600 villes du Tiers Monde de plus d'un million d'habitants.
- Un réseau de Parlements pour l'Eau, bien commun mondial.

Les parlements recouvrant les bassins inter-étatiques aquifères (au nombre de 215 dans le monde) et devraient soutenir la création d'un Tribunal Mondial de l'Eau, d'un Observatoire mondial des droits économiques et sociaux de l'eau, d'un droit mondial de l'eau. L'objectif à terme serait la création d'un Parlement mondial de l'eau .

Pour mettre en avant l'ensemble de ces opinions, le collectif était très présent lors du Sommet de la Terre de Johannesburg . Il a dénoncé la mainmise du secteur privé sur le domaine de l'eau en quittant la table des négociations.

Toutefois cette proposition du CME n'est pas unanimement partagée parmi les mouvements anti-globalisation. Cela est apparu notamment lors d'un débat public organisé par ATTAC RHONE le 19 juin 1999 où de nombreuses réserves ont été émises : en particulier Le Manifeste de l'Eau cacherait aussi une logique de marché et n'aborde pas le contrôle par les usagers, les contribuables, les collectivités territoriales et les états nationaux.

On peut retenir que le débat sur l'importance de la responsabilité et de l'investissement citoyen ne fait que s'ouvrir et que ses modalités relèvent plus de la

revendication d'un principe général de débat citoyen que de propositions pratiques de mise en œuvre. Il est toutefois clair que l'avenir passera par la prise en compte de ces revendications. Dans ce contexte les actions ISFP revêtent une importance capitale.

Les différents mouvements anti-globalisation semblent d'accord sur trois points :

- il faut gérer l'eau localement
- la mobilisation de tous les acteurs est nécessaire.
- le débat public est un préalable à toute politique de l'eau

Cet exemple illustre bien que les enjeux sur l'eau tendent à devenir multi - acteurs et de transfrontaliers, ce qui rend aussi pour partie obsolète le seul cadre étatique de souveraineté nationale.

D. Point de vue des écologistes « institutionnels » (WWF, UICN...)

Il paraît ici plus intéressant de s'intéresser aux actions d'organisations écologistes préoccupées par l'environnement que de leur point de vue. Par exemple ;

- **le WWF** propose en Méditerranée des actions de communication très intéressantes [7], puisqu'elles touchent à la formation des associations locales par elles-mêmes : en effet, ce programme "Accross the waters" permet de partager les expériences menées par les associations sur le terrain. Le WWF ne fait que coordonner les échanges entre associations.

Le WWF Europe mène des campagnes pour la protection des milieux naturels plus que pour économiser l'eau. Il s'agit de la protection contre les pollutions et le retour d'un écosystème naturel dans les cours d'eau : campagne européenne "Rivières vivantes"[8], dont une partie nous concerne : " limiter la consommation d'eau : nous sommes tous concernés par le gaspillage de l'eau douce : agriculteurs, ménages, industriels...

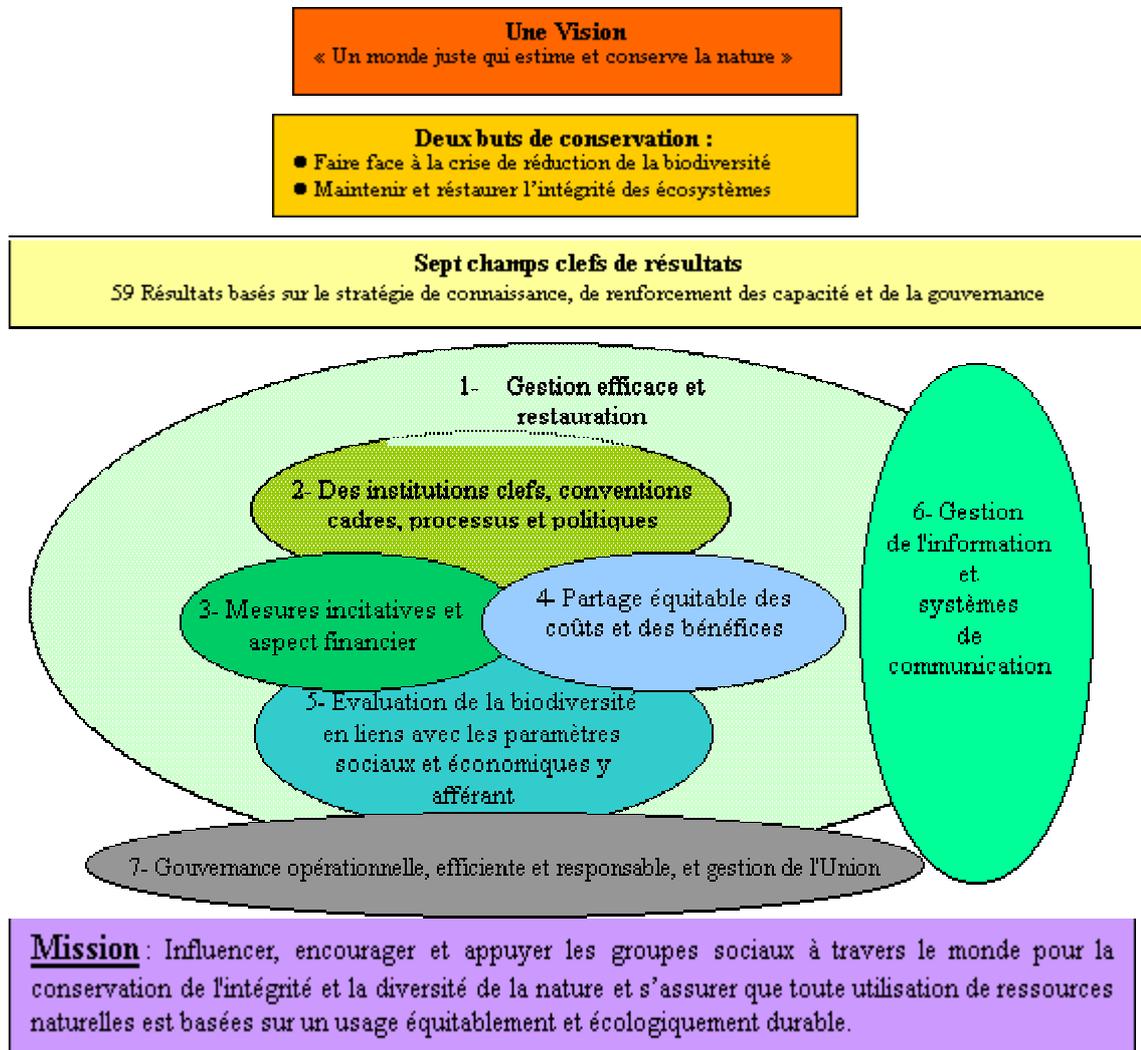
Le WWF milite pour :

- une politique agricole européenne durable qui prévoit notamment l'abandon systématique des incitations aux cultures irriguées.
- La poursuite et l'intensification des efforts menés pour réduire les fuites des réseaux d'adduction d'eau.
- la réduction de la consommation domestique et industrielle autant que possible, grâce à l'utilisation d'équipements et de technologies appropriés." »

- **l'UICN** (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) comprend une commission dédiée à l'éducation et à la communication. Cependant, cette commission ne prend pas en charge les problèmes de gestion de l'eau par la demande, mais des problèmes de biodiversité ou de changements climatiques, plus globaux. La tendance à la globalisation des approches s'est exprimée à Johannesburg où l'UICN a consacré une journée entière aux questions de l'eau . L'enchaînement des sujets abordés peut être considéré comme un révélateur : examen des usages concurrents sur l'eau des rivières, les objectifs du millénium, la réforme des institutions internationales dans l'objectif de promouvoir un espace de débat mondial sur les questions globales – dont l'eau – examen du rôle des acteurs majeurs – état, société civile, institutions financières et ONG internationales –

recherche de principes fondateurs d'une « sécurité de l'eau » comme l'on parle d'une sécurité alimentaire.

Schéma de la structure du programme de l'IUCN :



- **Greenpeace** de son côté ne développe pas de campagne spécifique sur l'eau douce et sa gestion mais s'associe volontiers aux mouvements anti-globalisation chaque fois que la privatisation des ressources naturelles ou que des risques collectifs sur les ressources naturelles sont en jeu.

- **Les Amis de la Terre de France et de Tunisie** ont réalisé une micro enquête sur une dizaine d'organismes situés au Maghreb et au Liban à propos des impacts de l'effet de serre sur la gestion de l'eau dans leurs pays. Cette enquête comporte notamment des questions portant sur les actions menées par ces organismes dans le domaine de la communication ("campagne sur l'eau"). **[9] L'enquête révèle que "Presque toutes les associations ont déjà lancé des campagnes de sensibilisation sur la problématique de l'eau et elles sont prêtes à aborder d'autres thèmes. Parmi ces thèmes : l'utilisation de l'eau fossile comme nouvelle ressource, l'utilisation des instruments économiques pour une meilleure gestion de l'eau, la sensibilisation sur l'économie de l'eau et l'hygiène, le recyclage des eaux des autres secteurs, les eaux**

salées et leur impact sur le sol en agriculture, la gestion des eaux domestiques et industrielles, comment rendre l'eau potable.... ”

Les attentes et les espoirs des associations de Sud sont : *l'échange des informations et d'expertise, la participation aux colloques, la collaboration pour une meilleure sensibilisation, la concertation et l'échange d'expériences en matière d'économie de l'eau, le lancement de projets communs pour faire bénéficier chacun des partenaires de l'expérience et l'expertise des autres, l'organisation de formations sur les thèmes de l'eau”*

Ainsi, on peut constater que la plupart des grandes organisations écologistes mènent des actions dans le domaine de l'eau et plus particulièrement dans la dimension ISFP en Méditerranée. Quant aux associations locales, leurs démarches s'inscrivent dans une implication déjà forte et encore montante du jeune mouvement associatif dans les pays de la rive sud de la Méditerranée, dans les problématiques de l'environnement .

A l'analyse cette situation n'est pas seulement d'ue à un intérêt particulier pour cette question, mais aussi à une thématique affichée comme « politiquement correcte » pour ces structures qui cherchent à asseoir leur légitimité face à des états forts. Il semble là aussi qu'il s'agit d'une tendance lourde de la mobilisation de la société civile avec laquelle il faudra compter.

Dans toutes ces expériences il y a sans aucun doute un gisement d'expertise à valoriser tout en remédiant à certaines difficultés de ces acteurs comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

E - La mobilisation des partenariats publics-privés

Le partenariat public-privé est devenu l'une des grandes questions à l'ordre du jour et mobilise fortement l'attention la plupart du temps dans une opposition frontale entre les tenants du public et les tenants du privé.

La situation actuelle est caractérisée par une gestion publique encore très largement majoritaire et de l'ordre de 5% seulement de gestion privée.

En Méditerranée seuls quelques pays se risquent à commencer les délégations de service public, curieusement ce sont les pays qui avaient la plus grande maîtrise du service public : ceci explique-t-il cela ? Parmi ceux-ci le Maroc et dans une moindre mesure la Tunisie sont en première ligne .

La délégation concerne pour le moment majoritairement la desserte en eau potable. Seules quelques initiatives très récentes sous forme d'appel à propositions au Maroc concernent l'eau agricole .

En matière d' ISFP public-privé peu d'exemples sont disponibles . Toutefois on peut penser que ce qui se passe au Maroc dans ce domaine préfigure en quelque sorte la problématique.

Les opérateurs privés ont l'habitude de gérer une demande identifiée en particulier une demande solvable et une relation contractuelle avec des clients privés . La

contractualisation de délégation de service public les met dans une nouvelle situation aux paramètres très différents, en particulier face aux nouvelles populations à raccorder : obligation de desserte de groupes cible particuliers, solvabilité faible voire nulle de ces publics, urbanisation illégale des quartiers, foncier non régularisé, démographie mal connue, mauvaise connaissance des habitudes des couches populaires fragiles...

Dans ces conditions la tentative de caractérisation de la demande est un exercice difficile car celle-ci ne s'exprime pas forcément selon les critères habituels de ces opérateurs et pose donc des problèmes méthodologiques. Par ailleurs l'engagement de procéder à la disparition des bornes-fontaines au profit des compteurs soulève de nombreuses questions dont ces opérateurs privés mesurent peu à peu les implications sociales et politiques majeures. Leur savoir-faire est ici fortement questionné et les plaçant en limite de leurs compétences premières. Face à ce défi et dans plusieurs villes du Maroc (Casablanca, Tanger,) le parti-pris est « il est urgent d'attendre » et de lancer d'importantes enquêtes préalables, de susciter le débat, en fait de réunir des connaissances sur la « nouvelle donne ».

Deux attitudes saillantes sont d'ores et déjà à relever : elles indiquent une direction plus sociale que ce que l'on pensait et dans tous les cas une rupture avec le dogme ultra-libéral tel qu'il était craint.

- ces opérateurs considèrent que la demande des quartiers déshérités et pauvres est une demande légitime à laquelle il faut trouver une réponse
- ces opérateurs engagent des actions de communication et d'enquête pour chercher à caractériser au mieux la demande ; quelques appels à des scientifiques – très peu présent dans ce domaine - ont eu lieu pour combler ce vide
- ces opérateurs acceptent le principe de mettre en place et/ou de faire perdurer des « branchements sociaux » dans certains quartiers

Les questions que l'on est en droit de formuler sont les suivantes :

- la phase actuelle est-elle une phase d'hésitation ou déjà un engagement ?
- les grands groupes sont-ils capables de relever les défis de cette nature auxquels ils ne sont pas préparés ?
- qui détient le savoir-faire nécessaire en matière d'ingénierie sociale et/ou comment produire ce savoir-faire ?
- la tendance à reconnaître sous une forme ou une autre « un droit à l'eau » y compris pour les pauvres, est-elle conjoncturelle ou préfigure-t-elle une approche durable qui ne cherche que les modalités pratiques d'une mise en œuvre ?

- l'accès à l'eau soulève de nombreuses autres questions et se révèle une question très transversale : au fil de l'eau sera-t-on amené à mettre en chantier un certain nombre de questions essentielles liées à la pauvreté ?

4 - L'EAU, SOURCE DE NOUVEAUX CONCEPTS ?

Parmi les approches nouvelles auxquelles donnent lieu les réflexions sur les problématiques environnementales, la question de l'implication des femmes est un héritage du slogan « femmes et développement » décliné plus tard sur le mode « genre et développement ». Fortement promu par le monde anglo-saxon mais aussi le Canada, le concept de genre est maintenant appliqué à divers domaines où la question de l'équité sociale est en cause dont le domaine de l'eau ?

Exemple : le cas genre et eau

Des mots pour comprendre :

Genre - Relation socio-économique existant entre les hommes et les femmes.
Sexe - Caractéristiques physiques distinguant les hommes et les femmes.
Approche selon le genre - Application de l'analyse selon le genre à une activité.

Une conférence électronique sur “ l'intégration du genre dans la gestion intégrée des ressources en eau ”

En 2002, l'Alliance Internationale Genre et Eau, réseau d'organisations dont l'objectif est de garantir l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes, a initié une conférence ouverte à tous et axée sur l'articulation entre deux approches : le genre et la gestion des ressources en eau.

Cette conférence a pour objectif de :

- délimiter les thèmes et définir les concepts ;
- recenser les succès et les échecs ;
- analyser les leçons à tirer de ces expériences.

Suite à cette conférence, les concepts suivants peuvent être définis :

Définition du concept GENRE

Dans les années 80 est apparu un nouveau concept dans la question du développement durable : celui du genre. Selon la littérature, la notion de genre est définie différemment. Cependant toutes les définitions s'accordent sur le fait qu'il s'agisse “ d'un concept sociologique (fruit d'une socialisation), à distinguer de celui de sexe, relevant plus du biologique (acquis à la naissance). Ainsi le genre désigne les rôles qu'une société attribue aux hommes, aux femmes, aux filles et aux garçons, ainsi que les relations existant entre ces groupes. ” [10] Il est vrai que l'approche genre met plus souvent l'accent sur les femmes, et que cela peut être à l'origine d'une certaine confusion parmi les non-spécialistes de cette question, quant à la distinction des termes “ sexe ” et “ genre ”. En réalité, le genre n'a pas pour seul objet les femmes. En cela, “ cette approche se distingue de celle l'ayant précédée dans les années 1970, dénommée “ Intégration des Femmes au Développement ”, qui avait justement le tort de ne se concentrer que sur les femmes, ce qui tendait à les marginaliser davantage dans leurs rôles “ traditionnellement féminins ”. L'approche genre et développement dépasse cette vision figée de la femme et de la société, pour proposer une analyse dynamique des rôles et responsabilités des deux sexes. ” [10]

L'apparition du concept genre est largement contestée : d'une part, de nombreuses confusions et incompréhensions viennent de problèmes de traduction des termes comme *gender*, *mainstreaming*. D'autre part, la notion de genre peut être considérée comme un phénomène de mode résultant du “ politiquement correct ”.

GENRE ET EAU

A l'évidence, il apparaît qu'impliquer tant les femmes que les hommes dans la gestion des ressources en eau n'est pas seulement légitime en termes d'équité, mais accroît également l'efficacité et l'efficacéité de cette activité en termes de coûts et d'impact. Cependant, considérer la gestion des ressources en eau d'un point de vue socio- économique et garantir aux hommes et aux femmes un accès équitable dans les prises de décision n'est toujours pas une pratique courante.

A la suite du premier cycle de la conférence électronique, les participants ont tous reconnu l'absence encore prédominante des femmes dans la gestion de l'eau, à tous les niveaux, malgré le fait qu'elles en soient les principales utilisatrices, et qu'elles fassent preuve d'une grande mobilisation lorsqu'on leur en donne l'opportunité. De réelles mesures doivent être prises pour faire évoluer cette situation et ainsi rendre la gestion de l'eau plus efficace et pérenne, tout en améliorant les autres aspects de la vie socio-économique des populations. En effet, il n'est donc pas pertinent d'opposer la finalité "amélioration des conditions de vie des femmes" à celle d'"amélioration de la gestion de l'eau", les deux étant indissociables l'un de l'autre, tant au niveau de la mise en œuvre que des objectifs poursuivis. De ce fait, on peut dire que l'eau et le genre sont des enjeux à mettre plus sous le signe de la synergie et de la transversalité que de la hiérarchisation.

Pour mettre en œuvre l'approche genre et eau, il est souvent nécessaire de développer des actions spécifiques à l'encontre des femmes, autour de trois aspects : prise de confiance, renforcements des capacités, et formation. " *Il apparaît capital de permettre aux femmes de développer de nouvelles compétences, en leur proposant des formations de base (alphabétisation, gestion technique et financière), et en promouvant leur accès aux métiers de l'eau (ingénieurs hydrauliques, décideurs).* " [10] Il faut de plus développer les formations et sensibilisations à tous les usagers, qu'ils soient hommes ou femmes, et accorder un rôle important à l'éducation des filles et des garçons.

Il est donc indispensable d'élaborer des modes de gestion qui prennent en compte les besoins des générations actuelles et futures. Pour ce faire, " *il faut sensibiliser tant les hommes que les femmes sur la gravité du problème, et les impliquer équitablement afin de permettre la pérennisation de cette ressource.* " [10]

5 - FACTEURS LIMITANTS À L'APPROCHE PARTICIPATIVE ET QUESTIONS

Savoir d'où l'on part pour savoir où l'on va : il n'y a pas de bon vent pour le bateau qui ne sait où se diriger ...

(i) Dans certains domaines les gens ont progressivement intégré le fait que les décisions qui les concernent – par ex le prix de l'eau, du gaz, une adduction d'eau, une station d'épuration, la pression au robinet, la pose ou non d'un compteur d'eau, etc. - sont le fait de décisions des gouvernants politiques et des services techniques de l'administration. Qu'ils n'y peuvent rien. Quelque chose d'imposé qu'ils subissent. C'est souvent le cas dans le domaine de l'eau. Ce sentiment d'impuissance plus ou moins perçu, fait de l'utilisateur de l'eau un exclu de la problématique de l'eau. C'est à cette culture de l'exclusion de la décision politique et administrative qu'il faut substituer une culture de la participation. Ce n'est pas rien.

(ii) Cette problématique va de pair avec les objectifs du Développement Durable qui passe par l'instauration de la gouvernance à la place de l'arbitraire, de la concertation à la place du mot d'ordre. C'est-à-dire que toute action réellement authentique pour agir sur la demande en eau suppose une démarche de démocratie participative qui implique - d'abord de la part des décideurs - une remise en cause partielle de la décision pyramidale, à savoir un réel changement d'attitude et

Travaux réalisés par Emmanuelle GIRY, Elise KIKUDJI, Nicolas TOUACHE de l'Agro Montpellier, sous la conduite de Patrice BURGER, responsable Méditerranée du pS-EAU – aout 2002

quelquefois d'approche politique - qui pourra alors agir (principe d'interaction) sur l'utilisateur et opérer un changement : de consommateur en citoyen conscient, d'utilisateur en éco-acteur de la gestion de la ressource ;

(iii) Le mouvement associatif est fortement impliqué à la base au plus près des populations. Son implication dans le domaine de l'eau est encore relativement récente au sud de la Méditerranée et les acteurs, malgré leur motivation, éprouvent des difficultés diverses à mener à bien leurs actions : parmi celles-ci le manque de reconnaissance, le manque de moyens pérennes et quelquefois le manque de méthodes et de formation. A cela il faut également rajouter une certaine attitude de préséance des opérateurs en place qui estiment détenir des prérogatives indéfectibles dans ce domaine .

Les décideurs sont-ils conscients de la portée de cette problématique qui les implique en premier chef, et surtout y adhèrent-ils ? Toute tentative d'influer sur la demande qui ne concerne que les décideurs, politiques, administratifs, financiers, sans les acteurs de base est plus ou moins vaine.

6 - ENQUÊTE SOMMAIRE EN MÉDITERRANÉE

I. Avertissement

Au cours du présent travail d'investigation en Méditerranée, nous avons pu remarquer que la question de la gestion de la demande en eau en Méditerranée était un sujet largement abordé par les scientifiques et évoquée lors des nombreux forums qui se tiennent sur le développement durable ou les problèmes d'eau. Nous avons voulu savoir si les très nombreuses déclarations d'intention étaient suivies d'effet et si des actions concrètes de communication sur la GDE avaient vu le jour dans les pays méditerranéens. Pour ce faire, un questionnaire sommaire visant à recueillir la description d'actions entreprises dans le cadre de la communication sur la gestion de l'eau par la demande a été élaboré et adressé à une centaine d'adresses électroniques – surtout du milieu associatif – identifiées comme travaillant dans le domaine de l'eau. Cette enquête a été envoyée par courrier électronique début juillet 2002 et les réponses ont été reçues durant le mois qui a suivi.

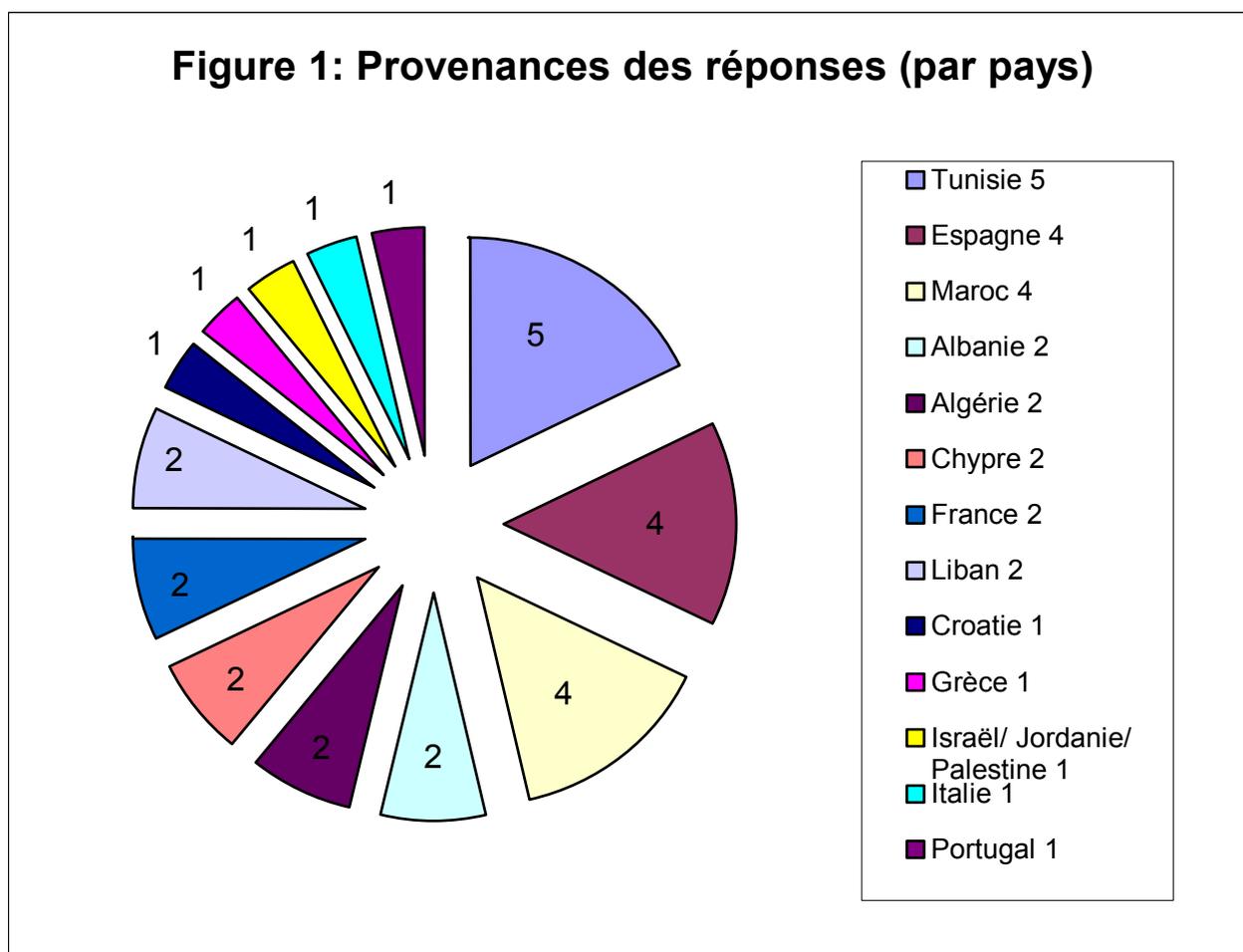
La méthode et les résultats n'ont aucune prétention d'exhaustivité, il s'agit plus d'un sondage aléatoire. Toutefois les résultats se veulent un éclairage de plus dans la réflexion. Trois limites à ce travail peuvent être citées :

- envoi du questionnaire : le questionnaire a été envoyé à des acteurs issus du Répertoire Environnement et Développement Durable édité par le PSEau [11] dont les index recensent un certain nombre d'organisations agissant dans le domaine de l'eau. D'autres contacts sont issus des listes d'adresses fournies par le Plan Bleu. Ce choix est bien évidemment loin d'être exhaustif et ne couvre pas toutes les actions et acteurs concernés par la GDE

- l'enquête a été réalisée par courrier électronique : si ce mode de communication est de plus en plus utilisé sur les rives nord de la Méditerranée, il n'en est pas de même pour tous les pays et tous les acteurs de la rive sud. Les acteurs touchés par ce questionnaire ne sont donc pas forcément représentatifs tant au niveau de la situation géographique, que de leur taille et du public visé.

- le faible nombre de réponses obtenues : la trentaine de réponses obtenues est loin d'être suffisante pour se faire une idée globale des actions menées dans ce domaine en Méditerranée.

II. Classement des réponses par pays



Commentaires :

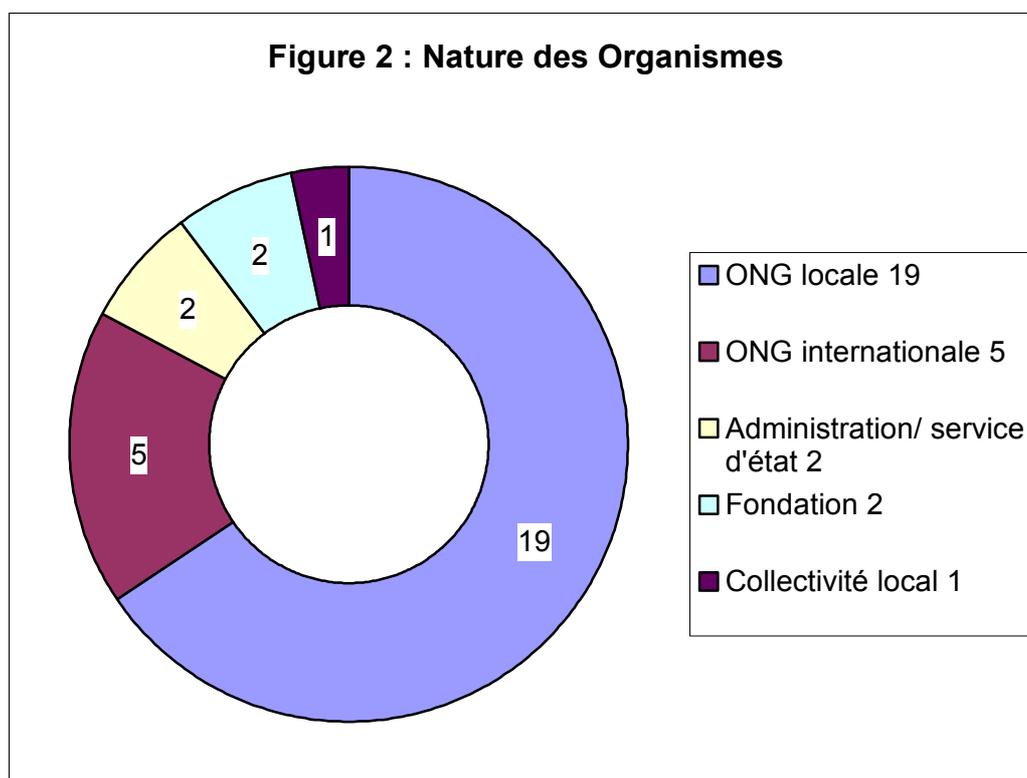
- Les associations tunisiennes sont celles de la part desquelles nous avons obtenu le plus de réponses (près de 20% des réponses). Cette impression nous a été confirmée par Jean Margat qui estime que la Tunisie est un des pays méditerranéens les plus avancés dans la GDE.
- On peut aussi remarquer que, dans l'ensemble, les pays du Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc) ont été les plus réceptifs au questionnaire : plus du tiers des réponses que nous avons reçu proviennent de cette région de la Méditerranée, alors que le bassin méditerranéen compte plus de vingt pays. C'est également dans ces pays que l'on a pu recenser le plus grand nombre d'actions de sensibilisation menées par les services de l'Etat. Ces actions sont menées par l'intermédiaire de structure possédant un double statut (administration et distributeurs d'eau), comme l'Office National de l'Eau Potable (ONEP) au Maroc ou la Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux (SONEDE) en Tunisie. Ces deux structures sont impliquées dans des programmes de communication visant à généraliser la prise de conscience à l'échelle nationale de l'importance de l'eau et notamment la nécessité d'économiser l'eau domestique.

En ce qui concerne l'ONEP, le programme a démarré en 1983 par des actions destinées au grand public, menées à travers divers médias nationaux (T.V, radio et

presse écrite). A partir de 1993, ce programme a été renforcé par des actions directes et ciblées en direction des enfants et des jeunes (écoles, colonies de vacances, foyers féminins...), des médias, des habitants ruraux (dans le cadre d'une démarche participative visant l'implication des habitants dans la réalisation et la gestion des projets d'eau potable, des abonnés de l'Office... Les supports et les messages sont adaptés aux différents groupes cibles (plaquettes, expositions, journées de rencontre, sessions de formation, campagnes publicitaires, outils pédagogiques...). Les actions de la SONEDE sont très comparables à celles de l'ONEP. [12]

On peut dans les deux cas remarquer que, compte tenu de leur statut de distributeurs d'eau, l'ONEP et la SONEDE sont cantonnés dans des actions auprès leurs abonnés . La sensibilisation des agriculteurs, secteur dans lequel il y aurait pourtant beaucoup de travail à faire, n'est pas visée par ces structures dont ce n'est pas le rôle .

III. Classement par type de structures



Commentaires :

La majorité (83 %) des réponses à notre questionnaire viennent d'ONG (Organisation Non Gouvernementale) locale ou internationale. Ceci s'explique d'abord par le fait de notre méthode, la plupart des organismes auxquels nous avons envoyé le questionnaire étant des ONG.

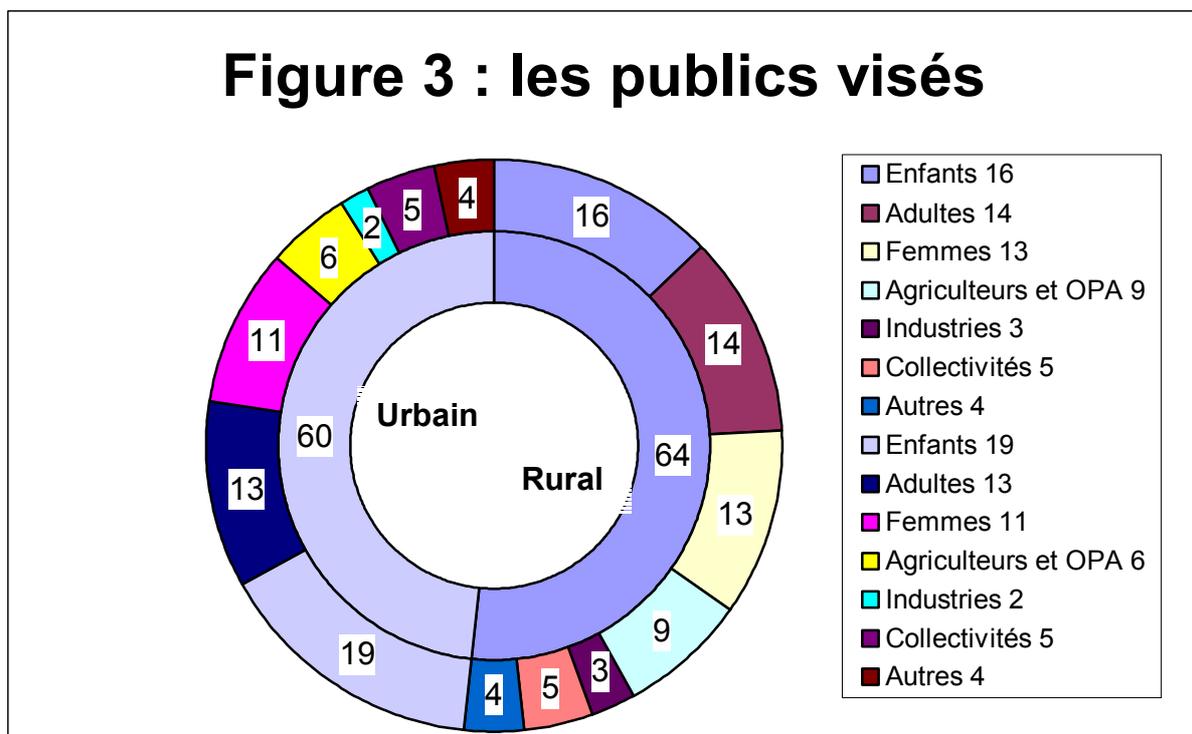
- ◆ Mais il faut noter le nombre important d'ONG existantes dans ce domaine et la création de réseaux pour promouvoir la collaboration entre les ONG et les

différents acteurs (MED Forum, Interface, Comit 21, INTERRIVES,...) ;

- ◆ Par leur participation aux conférences et forums internationaux. Lors du 3 me Forum environnemental de la Méditerranée qui s’est tenu à Barcelone les 2 et 3 juin 1995, 77 ONG déclarent : *“La gestion intégrée et solidaire du Bassin Méditerranéen, dans le cadre du développement durable et de la protection de la biodiversité, ne saurait être possible sans la pleine participation de la société civile. Nous, ONG, réclamons notre droit à la participation et à l'accès à l'information, condition fondamentale qui garantit la réussite de ces objectifs.”*

D’autre part, au vu des questionnaires, les ONG accordent une place privilégiée aux actions de sensibilisation de la population, de collaboration entre tous les acteurs. Environ la moitié des actions entreprises par les ONG locales font partie d’un programme plus vaste ; ainsi les ONGs locales se regroupent en réseau et collaborent pour l’élaboration d’un projet commun : en Algérie, le projet “ Enfance et Eau ” (création artistique par des élèves autour du thème de l’eau) a concerné près de 25 associations locales. D’autres programmes sont initiés par des organisations internationales : le SEMEP (South East Mediterranean Environment Program) est un projet d’éducation à l’environnement de l’UNESCO en Méditerranée dans le cadre du développement durable.

IV. Classement par publics visés



Commentaires :

La figure 3 représente le nombre total d'actions des organismes ayant répondu visant différents publics.

- ces actions visent presque autant la population rurale que la population urbaine, avec un léger avantage pour les usagers des campagnes.
- on voit ensuite, aussi bien dans le monde rural que dans le monde urbain, que les publics les plus visés sont d'abord les enfants au sein des écoles, puis les femmes spécifiquement et enfin les familles de manière générale : ces trois groupes représentent globalement 70 % des cibles des actions de communication menées.
- on peut remarquer que les écoles sont un lieu privilégié pour l'éducation et la sensibilisation des enfants aux économies d'eau. Leur éducation en matière d'eau prend toute sa force si elle est associée à une instruction civique et se prolonge au moins tout au long de la scolarité sinon toute la vie.

L'éducation à une "éco-citoyenneté" à l'école est importante pour quatre raisons selon M. Vergnes [1].

- *Ils acquièrent des connaissances plus facilement que les adultes*
- *Ils sont plus perméables à de nouvelles habitudes*
- *Ils sont de futurs citoyens*
- *Ils sont aussi des porteurs de messages écoutés de leur famille*

- pour ce qui est du groupe-cible femmes, elle est logique (dans la plupart de ces pays, les femmes gèrent le foyer donc ce sont elles qui utilisent l'eau) mais les campagnes sont plus difficiles à mettre en place.
- la communication auprès des ménages se fait par les deux cibles précédentes (enfants et femmes) et par des campagnes de masse auprès du public.
- malgré la spécificité de l'échantillon enquêté, il est surprenant qu'une faible part d'actions touche les agriculteurs et les organisations professionnelles agricoles : seulement 12 % des actions, c'est peu au regard de la part importante de ce public dans la consommation d'eau et son potentiel d'économies d'eau.
- de même, les industries sont peu touchées par ces campagnes (4% des actions les visent), tout comme les collectivités (8%), vraisemblablement parce que ces secteurs sont stratégiques au niveau économique et aussi qu'il s'agit là de cibles plus difficile à atteindre par ce type d'action.

V. Considérations générales sur l'enquête :

Les acteurs qui ont accepté de nous répondre démontrent à l'évidence qu'il y a une grande diversité d'initiatives menées la plupart du temps sur des bases volontaristes locales, c'est-à-dire souvent peu relayées par l'institution publique. Les politiques semblent ne pas encore avoir intégré la systématisation de ce type d'actions.

Les acteurs sont souvent non spécialisés dans ce domaine mais fortement préoccupés par les questions de développement durable. Le milieu scolaire constitue une cible privilégiée. Les initiatives sont très variées et originales : " train de l'eau ", concours de dessin, journée de l'eau, " écolobus itinérant " création artistique, affiches. Cette formidable richesse demanderait à être accompagnée et soutenue en fonction d'objectifs opérationnels de gestion de la demande. Ce chantier doit à l'évidence être ouvert.

VI. Les actions plus vastes : l'exemple de ENDA MAGHREB

ENDA MAGHREB

PRESENTATION :

ENDA Maghreb, antenne décentralisée de l'Organisation Non Gouvernementale du Sud ENDA Tiers-Monde intervient au Maroc depuis 1991. Sa principale mission consiste en la concrétisation des principes du développement durable par une approche intégrée des questions liées au développement humain durable respectueux de l'environnement. Dans une démarche de co-développement, ENDA Maghreb mène avec des partenaires tant associatifs qu'institutionnels, des actions en milieux périurbain et rural.

Sa principale stratégie s'appuie sur le renforcement des capacités des acteurs du développement local : collectivités locales (élus et techniciens municipaux), associations locales (amicales, coopératives, associations professionnelles...), acteurs populaires...

Ainsi des cellules d'Appui Technique et Méthodologique Solidaire (ATMS) et de Relais pour l'Evaluation, la Formation et l'Action (REFA) sont mises en place et permettent de fournir des services d'appuis opérationnels : méthodologiques, techniques, de formations, de visites croisées et d'échanges d'expériences.

Si les actions en matière de formation de formateurs n'ont pu être mises en œuvre à une échelle significative, les prémices d'une logique d'échanges d'expertise sont observables. En effet, des personnes ressource, membres d'associations locales et ayant bénéficié de divers services d'appui, de formations et d'échanges d'expériences, ont pu être mobilisées, par la suite, pour animer des sessions de formation au profit d'acteurs locaux.

D'autre part, ENDA Maghreb dispose d'une équipe **Communication Action et Education Environnementale**, dont l'action vise à appuyer et articuler les programmes / projets avec des activités d'information et de sensibilisation auprès des communautés de bases, des associations et des collectivités locales. Cette cellule contribue également à la promotion du partage de l'information et à la valorisation des initiatives locales grâce à la publication de bulletins thématiques d'information. La cellule comporte en son sein, un Centre de Documentation et d'Information qui met à la disposition des étudiants chercheurs, des cadres associatifs et des universitaires, une bibliothèque dont le fonds documentaire est estimé à près de 2000 ouvrages et revues et une vidéothèque, couvrant différentes problématiques : développement durable, commerce international, Droits de l'Homme, etc. Certaines publications de ENDA Maghreb sont téléchargeable sur son site.

Dans toutes ses actions, ENDA Maghreb privilégie la mobilisation des acteurs populaires, particulièrement celle des femmes et la formation des enfants ; ceci se fait par des journées de sensibilisation et d'information et des activités spécifiques organisées à l'école (concours de dessin, exposés)

EXEMPLE D'ACTION DE SENSIBILISATION A LA GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES EN EAU

“ En partenariat avec l'association Choualla, le British Council et l'Office National de l'Eau Potable, ENDA Maghreb a mis en place un projet d'information et

de d'éducation sur la thématique de l'eau au Maroc. Ce projet a eu pour objectif d'améliorer le niveau de connaissance et de développer la prise de conscience de la population tout en renforçant les capacités des acteurs associatifs en matière d'animation autour du thème de l'eau. Il a consisté en la réalisation d'une enquête dans une vingtaine de régions marocaines autour de deux thématiques : la situation de l'eau dans ces régions et les comportements et pratiques des populations raccordées au réseau d'eau potable en matière de gestion des ressources en eau. Les enquêtes réalisées ont permis d'identifier les axes prioritaires de travail pour la réalisation de supports d'information et d'éducation (une vidéo, un fascicule d'information, un dépliant et une affiche sur la question de l'eau au Maroc). Ces outils sont destinés aux administrations locales, aux instituteurs et aux associations souhaitant mener des actions éducatives. ” (*mail ENDA Maghreb*)

VII. Les difficultés rencontrées et les perspectives :

L'investigation sur les principales difficultés rencontrées par ces opérateurs est significative de nombreux aléas et difficultés de viabilité qui menacent très directement leur capacité à intervenir durablement sur le secteur malgré leur détermination.

Il s'agit de difficultés liées à leur statut associatif et leurs viabilités financières et institutionnelles dans des pays où le mouvement associatif est encore en pleine construction et cherche ses marques entre pouvoirs publics et société civile.

Type de difficulté rencontrée	
Financière	69%
organisationnelle	34%
Technique	28%
réglementaire	10%
Public	14%
Aucune ou N.S.P.	17%

- 69% (20 organisations) ayant répondu au questionnaire reconnaissent avoir rencontré des difficultés financières pour mettre en place leurs actions de sensibilisation. La solution à ce problème serait pour beaucoup d'ONG de " mobiliser des fonds ", et selon certains, cela passent par " le soutien des ONG du Nord aux ONG du Sud " et par une plus grande implication des états ou des collectivités territoriales et leur soutien aux associations.
- Il ressort une critique des gouvernements qui tendent en effet " plus à la réalisation de campagnes publicitaires de grande envergure qu'à des programmes à dimension humaine ".
- Un autre problème majeur relevé par les associations interrogées réside dans la difficulté qu'elles éprouvent à évaluer l'efficacité des actions qu'elles mènent. Certes, on peut, pour évaluer l'efficacité d'une campagne de sensibilisation regarder l'évolution de la consommation d'eau. Mais l'outil communication n'est que très rarement utilisé seul en GDE et il convient donc de trouver des indicateurs d'efficacité propres à la sensibilisation. D'autre part, chaque action

étant spécifique et visant un public donné (par son âge, sa situation géographique, son histoire...), les critères retenus pour mesurer l'efficacité d'une action ne peuvent être universels : néanmoins le sentiment général des associations est que leur action n'a pas " servi à rien ", que le public visé " a réagi positivement ".

- Quasiment toutes les associations qui nous ont répondu ressentent la nécessité d'élargir leur action afin qu'elle touche un public plus vaste. Mais de petites structures n'ont ni les moyens financiers, ni les moyens logistiques pour mener une action de sensibilisation au plan national. Par ailleurs ne s'agit-il pas d'un auto-réflexe pour assurer l'avenir ?

Des outils et des réseaux pour informer et sensibiliser (cf liste annexe)

Le domaine de la ISFP nécessite des méthodes appropriées pour faire passer les messages aux divers publics concernés. Des acteurs spécialisés voient progressivement le jour – par exemple le Réseau Ecole et Nature basé en France et qui développe des activités internationales, AREA-ED en Algérie, El MOUROUJ 2 en Tunisie, etc... De nombreux outils pédagogiques voient le jour et le pS-Eau a réalisé en 2002 un inventaire en France et dans diverses régions du monde (voir annexe) accessibles sur le site Internet :

http://www.pseau.org/outils/documents_pedagogiques/index.asp

Destinés majoritairement au tout public et au public scolarisé, plusieurs de ces outils sont issus ou concernent la Méditerranée.

VIII. La nécessité de collaboration entre organismes : la création de réseaux

A l'occasion de la tenue du quatrième sommet EUROMED les 15 et 16 avril 1999 à Stuttgart, le directeur du réseau INTERRIVES, Elie MAROUN, affirme : *" Il faut échanger des idées, il faut échanger de manière plus directe des expériences. (...) La pollution, le déséquilibre écologique et la pénurie d'eau ne connaissent pas les frontières politiques. A partir de ce constat, les acteurs intervenant dans ce champ luttent pour une prise de conscience collective sur la protection de l'environnement. Leurs actions consistent à informer et sensibiliser la population, notamment les agriculteurs et les femmes, sur l'utilisation raisonnée des pesticides et de l'eau. "*

C'est sur ce même diagnostic que se sont créés de nombreux réseaux. Les réseaux jouent un rôle fondamental dans la GDE puisqu'ils permettent d'échanger des connaissances et des expériences, d'harmoniser les actions et, dans la plupart des cas, de soutenir financièrement ces actions.

A titre d'exemple on peut distinguer des regroupements et des réseaux constitués de différents types d'acteurs qui, à partir de points de vue très variés, occupent peu à peu le paysage des acteurs de l'eau en Méditerranée.

Un RESEAU PUBLIC très performant mais peu orienté ISFP

Travaux réalisés par Emmanuelle GIRY, Elise KIKUDJI, Nicolas TOUACHE de l'Agro Montpellier, sous la conduite de Patrice BURGER, responsable Méditerranée du pS-EAU – aout 2002

Le **SEMIDE**, Système Euro-Méditerranéen d'Information sur les savoir-faire dans le Domaine de l'Eau, est un programme du Partenariat Euro-Méditerranéen. C'est un instrument de l'échange d'information et de connaissances entre tous les pays d partenariat.

Le SEMIDE a pour objectifs de :

- ◆ Faciliter l'accès à l'information à toute personne intéressée
- ◆ Développer la mise en commun d'informations sur le savoir-faire dans le domaine de l'eau
- ◆ Développer des produits communs et des programmes de coopération

Ce réseau qui s'adresse d'abord aux décideurs est organisé en points focaux nationaux et en unités techniques. Chaque Point Focal National est composé d'une équipe réduite travaillant au sein d'un organisme public ou parapublic chargé de tâches de mobilisation et de diffusion de la documentation et de l'information relative au secteur de l'eau. L'Unité Technique est composée d'un consortium de trois opérateurs (un opérateur par pays) : CEDEX(Espagne), OIEau (France), et SOGESID S.p.a. (Italie). Ces opérateurs constituent une structure permanente qui assure, avec les Points Focaux Nationaux, l'exécution du programme d'action annuel.

Des RESEAUX ONG généralistes

- Le réseau **MED Forum** (Forum d'ONG de la Méditerranée pour l'écologie et le développement durable) s'est constitué à Barcelone le 28 et 29 novembre 1995 comme conséquence des demandes de nombreuses ONG de différents pays du bassin méditerranéen exprimées lors du IIIème Forum Environnemental de la Méditerranée. Il regroupe plus de 80 ONG de presque tous les pays méditerranéens.

Ses activités sont :

- ◆ La représentation des ONG dans les forums internationaux
 - ◆ La réalisation de projets de coopération pour un développement durable
La Banque de Projets de MED Forum offre aux membres du réseau un moyen valable pour obtenir des ressources financières pour les actions de partenariat.
 - ◆ La présence et intervention de MED Forum dans tous les pays du bassin.
 - ◆ L'organisation de forums, de séminaires et de réunions
- le **CORE GROUP MEDITERRANEE** (groupe de concertation) pour la mise en place de centres de ressources sur l'eau au Maghreb dans l'esprit de la coalition mondiale **STREAMS of Knowledge** : suite à un atelier à Nouakchott mené par l'ONG pS-Eau en septembre 2001 ce groupe s'est doté d'une organisation à partir de points focaux nationaux au Maghreb dans la perspective de constituer un réseau de centres de ressources sur l'eau. Ceci pour capitaliser les expériences existantes, échanger, créer des événements, mener des actions de sensibilisation et des actions de plaidoyer. Dans ce même esprit on peut citer l'**ALMAE** – Alliance Magrheb/Machrek pour l'eau - dont la vocation initiale était de porter un plaidoyer pour l'eau et qui n'a pas pu incarner ses objectifs faute de viabilités suffisantes.
 - La constitution de réseaux thématiques tels le **RADDO** (réseau associatif de développement durable des oasis) en juin 2002 et couvrant les pays du Maghreb. Ce réseau a délégué des représentants au sommet de

Johannesburg pour y porter “la voix des oasis ” et attirer l’attention du monde sur la dégradation des oasis. L’un des problèmes et thèmes majeurs de travail de ce réseau concerne les questions relatives à la pédagogie de l’eau.

7 - ELÉMENTS D'ANALYSE CRITIQUE SUR LA DÉMARCHE ISFP EN MÉDITERRANÉE

I. Tout le monde s'accorde sur l'importance des actions ISFP

Le présent travail reflète l'importance des actions ISFP dans la gestion de la demande en eau. Informer, sensibiliser et mobiliser tous les acteurs semble nécessaire pour arriver à des résultats probants pour économiser cette ressource de plus en plus rare. La nécessité des actions de communication est perçue par tout le monde malgré une appréciation différenciée selon les acteurs.

II. Ceux qui en parlent ne sont pas ceux qui agissent

Au début de notre travail et suite à l'étude de documents officiels du Plan Bleu et du GWP, il nous semblait que les actions ISFP étaient très prometteuses et constituaient une approche nouvelle de la gestion de la demande en eau. La mise en place d'un volet " communication " dans le forum sur " les avancées de la gestion de la demande en eau en Méditerranée " apparaissait comme une première. Les investigations menées au plan international et la consultation des sites Internet nous ont amenés au constat d'un débat déjà ancien et d'un important décalage entre le discours des intervenants dans les forums et la mise en œuvre par les acteurs de la base.

III. Ceux qui agissent ne sont pas connus, leur action est à la fois pertinente et aléatoire

Cependant après une recherche plus approfondie et au vu des réponses à notre questionnaire, de nombreux opérateurs (dont la plupart du secteur associatif) pratiquent déjà avec succès de telles actions. Mais les nombreux facteurs limitants auxquels ils doivent faire face sur le plan des viabilités, posent des questions sur les impacts à long terme. Leur expertise est toutefois certaine. Quant aux leçons apprises dans ces actions elles restent pour le moment pas ou mal analysées et peu échangées entre acteurs.

IV. Peu d'évaluation critique des actions menées et absence d'indicateurs

Les réponses au questionnaire nous ont aussi montré que chacun réalise son action dans son milieu, son quartier, son école, et qu'il n'y a pas de réelle évaluation de l'impact de ces actions. Les opérateurs ont souligné la difficulté de cette évaluation en l'absence d'indicateurs appropriés. L'absence de collaborations entre acteurs gérant chacun un segment de la consommation est également pénalisante.

V. la communication souvent univoque et partielle ne favorise pas la participation

Les actions de communication à une échelle significative sont trop souvent utilisées comme moyen de faire accepter une tarification, une décision, une situation ou une mesure, plutôt que comme outil et vecteur de participation. En ce sens elles sont plus orientées “gestion de l’offre” que “gestion de la demande”. La dimension sensibilisation est trop souvent négligée.

VI . les agriculteurs, principaux concernés, sont-ils seulement visés ?

La faible préoccupation dont bénéficie le public-cible qui devrait être prioritaire – au moins pour leur consommation d’eau en volume - est pour le moins suprenante ; les agriculteurs ne font pas partie des groupes ciblés par les actions ISFP existantes, ni même par celles qui sont envisagées . Derrière cette attitude se dissimule un fort manque d’arguments convaincants de nature à produire des changements sur ce type de public. L’absence de programmes de recherche action permettant de fournir - à partir du milieu réel – des références argumentées, ne fait que renforcer le sentiment de citadelle imprenable du milieu. Le projet de recherche partenarial SIRMA entre un consortium de centres de recherche français et de différents pays du Maghreb est une initiative très attendue en ce domaine.

Plaidoyer pour un atelier régional ISFP en Méditerranée !

Pour connaître l’état réel d’avancement des actions de communication dans la gestion de la demande en eau et leur impact en Méditerranée, il serait urgent de mener une enquête élargie et approfondie. Ceci non seulement sous forme électronique mais aussi de façon participative en allant à la rencontre des acteurs au niveaux nationaux et régionaux . Ce travail d’une certaine intensité permettrait non seulement de faire un état des lieux de l’existant en termes de mobilisation, mais aussi d’en apprécier l’impact en termes de résultats, de comparer les méthodes et d’en tirer un inventaire, de préconiser des approches. Cet outil d’aide à la décision serait non seulement issu d’analyses ou d’affirmations d’écoles de pensées, mais surtout d’actions concrètes et d’enseignements du terrain. En fait, il s’agirait de valoriser sous une forme diffusable et appropriable le gisement d’expertise existant. Cette initiative aurait comme autre avantage d’intégrer les savoirs et savoir-faire de la tradition et leur réhabilitation comme des outils du XXI siècle !

VI. Questions de Candide en suspens...

◆ *un manque de communication au sein des instances internationales ?*

Par exemple, le congrès international sur l'eau organisé à Kaslik au Liban du 18 au 20 juin 1998 sous l'égide de l'UNESCO mettait déjà l'accent sur la nécessité de la communication, participation et sensibilisation des acteurs. Les rapports qui font suite à ce congrès sont très complets et ouvrent de nombreuses perspectives peu mises en œuvre. En quoi le forum de Rome PNUE/Plan Bleu est-il de nature à contribuer de façon significative à la relance de la dynamique ? Le cloisonnement entre deux organisations au sein de l'ONU n'est-il pas à revisiter sur un problème aussi important ?

◆ *La multiplication des forums, congrès et autres manifestations sur l'eau est-elle efficiente ?*

En même temps qu'il est crucial d'organiser de telles manifestations pour faire le point des avancées en la matière, diffuser l'information et la rendre accessible à tout le monde, le nombre important de rencontres, nationales ou internationales sur la question, ne paraît pas pour autant justifié à première vue. Cette critique amène deux principales remarques.

D'une part, l'organisation de manifestations "chacune pour soi" et souvent cloisonnée à un certain type de public ne peut que limiter l'avancée et les progrès des réflexions sur la GDE. Que cache cette inflation de déclarations d'intentions ? une absence de volonté, un discours convenu et politiquement correct, une naïveté candide, une incapacité à affronter le problème ?

Il serait plus judicieux d'organiser des manifestations pluri-acteurs mêlant la société civile et les acteurs majeurs non seulement pour débattre, mais aussi réfléchir à un co-engagement sur un plan d'action et au partage de l'information.

D'autre part, ces manifestations représentent un coût non négligeable. Une partie de ces fonds ne seraient-ils pas mieux utilisés pour soutenir le partage d'expériences concrètes et le soutien direct de certaines actions-pilotes ? Ceci d'autant plus que la principale difficulté des acteurs les plus mobilisés sur cette question – les ONG – est financière ?

BIBLIOGRAPHIE

[1] " pénurie d'eau et journalisme " un projet pour les pays du Maghreb – symposium international de l'eau (Cannes- 2 au 7 juin 2002). Jean A. Vergnes Docteur d'État Es-Sciences, Consultant UNESCO et Ministère des Affaires Étrangères, Administrateur de "Eau Sans Frontières", vice-président de l'Institut Méditerranéen de la Communication, Membre de l'Académie de l'Eau

[2] Rapport de la commission du développement durable constitué en comité préparatoire du sommet mondial pour le développement durable – quatrième session (27 mai-7juin 2002)

<http://daccess-ods.un.org/doc/UNDOC/GEN/N02/457/19/PDF/N0245719.pdf?OpenElement>

[3] Jean Margat. Spécialiste de la gestion de la demande en eau en Méditerranée et plus particulièrement de la comptabilité nationale de l'eau et de la prospective. Grand vulgarisateur, il agit comme expert auprès de nombreuses organisations internationales (PNUD, UNESCO, FAO, OCDE, CCE, Banque mondiale) et a rédigé plusieurs ouvrages et publications sur l'évaluation, l'économie et la gestion des ressources en eau.

[4] IWRM - Gestion intégrée des ressources en eau. Pratique de la gestion des ressources en eau, prenant en compte toutes les sources d'eau (nappes phréatiques, fleuves et rivières, lacs) et tous les usages (domestique, commercial), ainsi que l'impact sur l'environnement naturel.

[5] Riccardo PETRELLA

Conseiller auprès de la Commission Européenne, enseigne l'économie à l'Université Catholique de Louvain. Il préside également l'Association des "Amis du Monde Diplomatique". En 1991, en tant que Directeur du programme de recherche FAST (Forecast and Assesment in Science and Technology), il s'interroge sur l'avenir des petits pays et sur la compétitivité mondiale en général et crée, pour en débattre, le Groupe de Lisbonne qui réunit 19 chercheurs réputés ; il en devient Président. Il est également depuis 1992, Président de l'Université européenne de l'environnement dont l'objectif est de contribuer à la mise en œuvre d'un développement durable en Europe.

[6] Le Manifeste de l'eau. Pour un contrat mondial, écrit par Riccardo PETRELLA avec l'appui d'une vingtaine d'autres personnalités de tous les continents,

Editions Labor, Bruxelles, 1998
160 pages

[7] Site web consulté le 10/08/2002 url : <http://www.atw-wwf.org/>

[8] Site web consulté le 10/08/2002 url : http://www.wwf.fr/eaux_douces/missions.php?mission_id=15

[9] Site web consulté le 10/08/2002 url : <http://www.amisdelaterre.org/eau/>

[10] Conférence électronique " Genre et eau " : www.pseau.org/genre/index.asp

[11] pSEau, Environnement et Développement durable en Méditerranée, Répertoire des acteurs, Editions du Gret, 2001

[12] Site web consulté le 10/08/2002 ; url : <http://www.onep.ma/frame18.htm>

Solidarité Canada Sahel, La désertification, l'eau et la sécurité alimentaire : trois visages de la mondialisation de la nature, 2000

D. Allély, O. Drevet-Dabbous, J. Etienne, J. Francis, A. Morel à l'Huissier, P. Chappé, G. Verdelhan Cayre, Eau, genre et développement durable, Collection Etudes et Travaux, Editions du Gret, 2002

M. Khrouf, Etude sur l'économie d'eau à domicile : rapport de synthèse, IME, 2001

Documents de sensibilisation :

ENDA Maghreb, L'eau, notre patrimoine, 2001

ONEP, Mieux connaître...l'eau, éditions ONEP, 2002

Documents du Plan Bleu :

M. Ennabli, Document de cadrage, Atelier Gestion des demandes en eau, Fréjus, septembre 1997

J. Margat, Problématique de la gestion des demandes en eau dans les pays méditerranéens, Atelier Gestion des demandes en eau, Fréjus, septembre 1997

Compte rendu, Atelier Gestion des demandes en eau, Fréjus, septembre 1997

ANNEXES

- APERCU des outils pédagogiques MEDITERRANEE
- Réponses à l'enquête

APERCU DES OUTILS PÉDAGOGIQUES MEDITERRANEE

Pour obtenir plus d'informations sur tous ces outils pédagogiques :
http://www.pseau.org/outils/documents_pedagogiques/index.asp

50 récits d'activités et lieux ressources Récit d'expériences ; **zone** : France ;
Public: Enseignant ; Adulte
Thèmes: EDUCATION

Algérie : le système des Foggaras Casette Vidéo ; **zone** : Algérie ; Afrique
subsaharienne ; **Public**:
Thèmes: IRRIGATION ; ZONE ARIDE

Bijou, le petit caillou : le cycle de l'eau CD-Audio ; **zone** : Monde ; **Public**:
Cycle 1 (2-4 ans) ; Cycle 2 (5-7 ans) ; Cycle 3 (8-10 ans)
Thèmes: CYCLE DE L'EAU

Dans le désert, l'oasis... Document Pédagogique écrit ; **zone** : France ;
Tunisie ; **Public**: Cycle 3 (8-10 ans) ; 6ème - 5ème ; 4ème - 3ème
Thèmes: AGRICULTURE ; IRRIGATION ; HYDRAULIQUE ; SECHERESSE ; EAU
POTABLE ; IMPLICATION DES FEMMES ; PUIITS

De l'eau pour tous Revue Périodique ; **zone** : Monde ; **Public**: 6ème - 5ème ;
4ème - 3ème
Thèmes: CYCLE DE L'EAU ; EAU POTABLE ; ZONE URBAINE ;
ASSAINISSEMENT ; ZONE RURALE ; UTILISATION DE L'EAU ; SANTE /
HYGIENE ; HYDRAULIQUE

Découvrir la planète Mallette Pédagogique ; **zone** : Monde ; **Public**: Cycle 3
(8-10 ans) ; 6ème - 5ème
Thèmes: MILIEU AQUATIQUE ; PECHE ; POLLUTION ; CYCLE DE L'EAU ;
ASSAINISSEMENT ; EAU POTABLE ; UTILISATION DE L'EAU

Du nuage au robinet Document Pédagogique écrit ; **zone** : France ; Monde ;
Public: Cycle 3 (8-10 ans) ; 6ème - 5ème
Thèmes: EAU POTABLE ; ASSAINISSEMENT

Du Proche Orient au Moyen Orient Casette Vidéo ; **zone** : Afrique ; Egypte ;
Public: 4ème - 3ème ; Lycée
Thèmes: AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ; AGRICULTURE ; IRRIGATION ;
UTILISATION DE L'EAU ; ZONE URBAINE ; ECONOMIE ; MILIEU AQUATIQUE ;
POLITIQUE

Eau de la Terre Jeu ; **zone** : Monde ; **Public**: Cycle 3 (8-10 ans) ; 6ème -
5ème
Thèmes: CYCLE DE L'EAU ; EAU POTABLE ; EDUCATION ; POLLUTION

Eau et développement Récit d'expériences ; **zone** : Monde ; **Public**:
Enseignant
Thèmes: EDUCATION

Eau et développement durable : des débats en cascade Revue Périodique
Thèmes: DEVELOPPEMENT SOCIAL ; DEVELOPPEMENT HUMAIN ;
DEVELOPPEMENT RURAL ; DEVELOPPEMENT URBAIN ; EDUCATION AU
DEVELOPPEMENT

Eaux troubles Casette Vidéo ; **zone** : Monde ; **Public**: 6ème - 5ème ; 4ème -
3ème
Thèmes: CYCLE DE L'EAU ; POLLUTION ; MILIEU AQUATIQUE

H2O, une formule de vie Document Pédagogique écrit ; **zone** : France ;
Monde ; **Public**: Cycle 3 (8-10 ans) ; 6ème - 5ème ; 4ème - 3ème ; Lycée ;

Enseignant

Thèmes: AGRICULTURE ; ASSAINISSEMENT ; CATASTROPHE NATURELLE ; CYCLE DE L'EAU ; EAU POTABLE ; HYDRAULIQUE ; MILIEU AQUATIQUE ; POLLUTION ; UTILISATION DE L'EAU ; SECHERESSE

h2o.net Site internet h2o.net ; **zone** : Monde ; **Public:** Tout public

Thèmes: MILIEU AQUATIQUE ; CYCLE DE L'EAU ; AGRICULTURE ; IRRIGATION ; UTILISATION DE L'EAU ; EAU POTABLE ; ECONOMIE ; POLITIQUE ; POLLUTION

[Histoire d'eau](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** : Tiers Monde ; **Public:**

Tout public

Thèmes: AGRICULTURE ; ECONOMIE ; UTILISATION DE L'EAU ; POLLUTION ; SECHERESSE ; ZONE RURALE ; ZONE URBAINE ; DECHET

[Indigo, serveur d'images scientifiques](#) Site internet www.serimedis.tm.fr ;

zone : Monde ; **Public:** Tout public

Thèmes: AGRICULTURE ; ASSAINISSEMENT ; CATASTROPHE NATURELLE ; CYCLE DE L'EAU ; EAU POTABLE ; ECONOMIE ; HYDRAULIQUE ; IMPLICATION DES FEMMES ; PECHE ; MILIEU AQUATIQUE ; POLLUTION ; ZONE RURALE ; ZONE URBAINE ; UTILISATION DE L'EAU ; ; SANTE / HYGIENE

[Jeux d'eau](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** : France ; Monde ; **Public:**

Cycle 2 (5-7 ans) ; Cycle 3 (8-10 ans)

Thèmes: ASSAINISSEMENT ; CYCLE DE L'EAU ; EAU POTABLE ; EDUCATION ; HYDRAULIQUE ; SANTE / HYGIENE

[Jordanie : l'eau en héritage](#) Casette Vidéo ; **zone** : Jordanie ; Israel ; **Public:**

Thèmes: DESERTIFICATION ; EAU POTABLE ; CONSOMMATION ; ZONE ARIDE ; UTILISATION DE L'EAU

[La planète en jeu](#) Jeu ; **zone** : Monde ; **Public:** Tout public

Thèmes: EDUCATION

[La quête de l'eau](#) CD-Rom ; **zone** : Monde ; **Public:** Cycle 3 (8-10 ans) ; 6ème

- 5ème ; 4ème - 3ème

Thèmes: EDUCATION ; UTILISATION DE L'EAU ; ASSAINISSEMENT ; CATASTROPHE NATURELLE ; CYCLE DE L'EAU ; EAU POTABLE ; HYDRAULIQUE ; RITES ET CULTURES

[Le calendrier des messagers de l'eau](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** :

Monde ; **Public:** Tout public

Thèmes: EDUCATION ; CYCLE DE L'EAU

[Le chercheur d'eau](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** : France ; Monde ;

tiers Monde ; **Public:** Cycle 2 (5-7 ans) ; Cycle 3 (8-10 ans)

Thèmes: EDUCATION ; RITES ET CULTURES

[L'eau](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** : Monde ; **Public:** Cycle 3 (8-10 ans)

; Enseignant ; 6ème - 5ème ; 4ème - 3ème

Thèmes: RITES ET CULTURES

[L'eau de notre planète bleue](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** : Monde ;

Public: 6ème - 5ème ; 4ème - 3ème ; Association ; Enseignant

Thèmes: AGRICULTURE ; CYCLE DE L'EAU ; UTILISATION DE L'EAU ; SANTE / HYGIENE ; SECHERESSE ; RITES ET CULTURES ; ECONOMIE

[L'eau et la vie](#) Mallette Pédagogique ; **zone** : Bassin méditerranéen ; France ;

Tunisie ; **Public:** Tout public

Thèmes: AGRICULTURE ; CATASTROPHE NATURELLE ; CYCLE DE L'EAU ; EAU POTABLE ; IMPLICATION DES FEMMES ; IRRIGATION ; POLLUTION ; ASSAINISSEMENT ; UTILISATION DE L'EAU ; SANTE / HYGIENE ;

SECHERESSE

[L'eau, avec les plus petits](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** : Algérie ; Afrique ; **Public**: Cycle 2 (5-7 ans) ; Cycle 3 (8-10 ans)
Thèmes: ASSAINISSEMENT ; CYCLE DE L'EAU ; EAU POTABLE ; EDUCATION ; IMPLICATION DES FEMMES ; UTILISATION DE L'EAU ; SANTE / HYGIENE

[L'eau, c'est la vie](#) Montage Diapo ; **zone** : Monde ; **Public**: Cycle 3 (8-10 ans) ; Enseignant

Thèmes: EDUCATION ; UTILISATION DE L'EAU ; RITES ET CULTURES

[L'eau, or bleu du XXI^e siècle](#) Exposition ; **zone** : Monde ; **Public**: Cycle 3 (8-10 ans) ; 6^{ème} - 5^{ème} ; 4^{ème} - 3^{ème} ; Lycée
Thèmes: AGRICULTURE ; PECHE ; IRRIGATION ; SANTE / HYGIENE ; ECONOMIE

[L'eau, un bien précieux](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** : Algérie ; Asie ; Sahel ; Inde ; Burkina faso ; Sénégal ; Israël ; Afrique ; Afrique de l'ouest ; **Public**: Cycle 3 (8-10 ans) ; 6^{ème} - 5^{ème} ; Enseignant
Thèmes: EAU POTABLE ; CYCLE DE L'EAU ; EDUCATION ; RITES ET CULTURES ; SANTE / HYGIENE ; UTILISATION DE L'EAU ; POLLUTION ; IRRIGATION ; AGRICULTURE ; HYDRAULIQUE ; CATASTROPHE NATURELLE

[L'eau, un enjeu vital pour les pays du sud](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** : Afrique ; Sahel ; Sénégal ; Bassin méditerranéen ; Niger ; **Public**: Lycée ; Adulte

Thèmes: SANTE / HYGIENE ; HYDRAULIQUE ; MILIEU AQUATIQUE ; CATASTROPHE NATURELLE ; SECHERESSE

[L'Égypte](#) Casette Vidéo ; **zone** : Egypte ; Nil ; Afrique ; **Public**: 6^{ème} - 5^{ème} ; 4^{ème} - 3^{ème} ; Lycée
Thèmes: AGRICULTURE ; ECONOMIE ; IRRIGATION ; UTILISATION DE L'EAU ; ZONE URBAINE ; PECHE ; POLITIQUE

[Les enfants du Nil](#) Casette Vidéo ; **zone** : Afrique ; Egypte ; **Public**: Tout public

Thèmes: AGRICULTURE ; AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ; ZONE RURALE ; ZONE URBAINE

[Livret de recettes de la Méditerranée : l'eau, ça se boit, ça se mange aussi](#) Document Pédagogique écrit ; **zone** : Bassin méditerranéen ; Tunisie ; Maroc ; Algérie ; Espagne ; France ; **Public**: Tout public
Thèmes: UTILISATION DE L'EAU ; IMPLICATION DES FEMMES ; EAU POTABLE ; EDUCATION

[L'or blanc des femmes noires](#) Casette Vidéo ; **zone** : Afrique : Afrique du Sud ; **Public**: Tout public
Thèmes: IMPLICATION DES FEMMES ; RITES ET CULTURES

[Mano, l'enfant du désert](#) Livre ; **zone** : Afrique ; Mauritanie ; Maroc ; Algérie ; Mali ; Niger ; Tchad ; **Public**: Cycle 2 (5-7 ans) ; Cycle 3 (8-10 ans)
Thèmes: RITES ET CULTURES

[Med-Hycos](#) CD-Rom medhycos.com ; **zone** : Bassin méditerranéen ; **Public**: 4^{ème} - 3^{ème} ; Lycée ; Adulte
Thèmes: CYCLE DE L'EAU ; HYDROLOGIE ; MILIEU AQUATIQUE ; POLLUTION ; MEDITERRANEE

[Méditerranée, entre désert et béton](#) Casette Vidéo ; **zone** : Espagne ; Bassin méditerranéen ; Europe ; **Public**: 6^{ème} - 5^{ème} ; Lycée ; 4^{ème} - 3^{ème}
Thèmes: AGRICULTURE ; HYDRAULIQUE ; IRRIGATION ; SECHERESSE ; ECONOMIE ; ZONE URBAINE ; AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Mémoires d'un voyage au fil de l'eau Mallette Pédagogique ; **zone** : Monde ; France ; **Public**: Enseignant
Thèmes: CYCLE DE L'EAU ; EAU POTABLE ; EDUCATION ; ASSAINISSEMENT ; POLLUTION ; UTILISATION DE L'EAU

Mon passeport de citoyen de la planète terre Document Pédagogique écrit ; **zone** : Monde ; **Public**: Cycle 3 (8-10 ans) ; 6ème - 5ème
Thèmes: IRRIGATION ; UTILISATION DE L'EAU ; SANTE / HYGIENE

Poèmes croisés Document Pédagogique écrit ; **zone** : Bassin méditerranéen ; France ; Tunisie ; **Public**: Tout public
Thèmes: EDUCATION ; RITES ET CULTURES

Proverbes croisés de l'eau en Méditerranée Document Pédagogique écrit ; **zone** : Bassin méditerranéen ; France ; Tunisie ; **Public**: Tout public
Thèmes: EDUCATION ; RITES ET CULTURES

Ressources naturelles : eau douce Revue Périodique ; **zone** : Monde ; **Public**: 4ème - 3ème ; Lycée ; Adulte
Thèmes: AGRICULTURE ; CYCLE DE L'EAU ; EDUCATION ; POLLUTION ; DECHET ; EAU POTABLE ; SANTE / HYGIENE ; UTILISATION DE L'EAU

Sauver l'eau et l'environnement CD-Rom ; **zone** : Monde ; **Public**: 4ème - 3ème ; Lycée
Thèmes: CYCLE DE L'EAU ; ASSAINISSEMENT ; CATASTROPHE NATURELLE ; DECHET ; EAU POTABLE ; HYDRAULIQUE ; MILIEU AQUATIQUE ; IRRIGATION ; ZONE RURALE ; ZONE URBAINE ; SANTE / HYGIENE ; RITES ET CULTURES ; UTILISATION DE L'EAU ; SECHERESSE

Un été en Tunisie Casette Vidéo ; **zone** : Tunisie ; **Public**:
Thèmes: DESERTIFICATION ; SECHERESSE ; ZONE URBAINE ; ZONE ARIDE

Vive l'eau, source de vie Exposition ; **zone** : Monde ; **Public**: Cycle 2 (5-7 ans) ; Cycle 3 (8-10 ans) ; 6ème - 5ème ; 4ème - 3^{ème}

Thèmes: CYCLE DE L'EAU ; UTILISATION DE L'EAU ; SANTE / HYGIENE

Zeddou au Sahara Livre ; **zone** : Afrique ; Algérie ; Mali ; Maroc ; Mauritanie ; Tchad ; **Public**: Cycle 1 (2-4 ans) ; Cycle 2 (5-7 ans)
Thèmes: RITES ET CULTURES

RÉPONSES À L'ENQUÊTE

Action	En 10 lignes maximum, pouvez-vous nous détailler plus précisément cette action ? (nombre de personnes touchées, objectifs de l'action...)
---------------	--

APEL	
nom	Association pour la Promotion de l'Emploi et du Logement - APEL
type de structure	ONG locale/Association
pays	Tunisie
Action lieu d'intervention	Nord Ouest de la Tunisie
isolée	(-) ou Programme de Développement Rural Intégré et Durable 95/96 – 98/99
programme libellé de l'action	
Action	<p>Dans le cadre de son action de développement rural intégré localisée dans la région du Nord-Ouest de la Tunisie, connue par ses montagnes et ses forêts naturelles, constituant le château d'eau du pays, l'A.P.E.L. (Association pour la Promotion de l'Emploi et du Logement) organise des séances d'animation, de sensibilisation et de formation touchant, entre autres, l'utilisation rationnelle des ressources hydriques. Elle agit aussi au niveau de la mise en œuvre des infrastructures nécessaires à l'approvisionnement en eau potable et d'irrigation (captage de sources, construction de citernes de collecte d'eau, mise en place de réseaux de refoulement et de distribution et construction de bornes fontaines, d'abreuvoirs et d'impluviums des eaux pluviales). Ces interventions concernent les hommes, les femmes et les enfants dans les micro-zones montagneuses et forestières. La population-cible varie d'une zone à une autre ; elle est de l'ordre de 300 à 400 familles, soit environ de 1800 à 2000 habitants par communauté et par projet. L'A.P.E.L. intervient dans quatre gouvernorats du Nord-Ouest de la Tunisie et réalise des projets de développement rural intégré et durable dans les zones les plus reculées, soit de 1 à 2 projets par gouvernorat et par programme quinquennal.</p>
Résultats	<p>La gestion rationnelle des ressources hydriques mobilisées fait partie d'un ensemble de résultats que l'Association se projète à chaque fois qu'elle met en œuvre son action. Ces résultats sont généralement satisfaisants dans leur ensemble y compris la gestion des ressources hydriques puisque nous essayons de mettre les dispositifs nécessaires à leur réussite au niveau technique et institutionnel. Le problème réside dans la durabilité du dispositif mis en place et les mesures d'accompagnement nécessaires à la période post projet.</p>
Critères	<ul style="list-style-type: none"> ◆ régulièrement dans le cadre d'un plan d'action des activités de l'Association et selon un calendrier et des indicateurs de suivi arrêtés préalablement selon une démarche participative ◆ lors de l'évaluation à mi-parcours du programme de l'Association ◆ à la fin du Programme évaluation finale des projets.

Généralisation	<p>Les techniques utilisées dans la mise en place des réseaux d'alimentation en eau potable et d'irrigation, ainsi que le système de gestion de ces ressources hydriques ont donné jusqu'à maintenant des résultats palpables au niveau de l'approvisionnement et de l'utilisation (le taux national en adduction d'eau potable dépasse 80% dans le milieu rural de la Tunisie). Ces ressources hydriques provenant des sources sont dans leur majorité aménagées pour usages multiples (potable et irrigation). La gestion de ces ressources est confiée à des associations d'intérêt collectif qui ont montré certaines limites en terme de gestion administrative et financière des institutions, ainsi qu'au niveau de la conscientisation de la population quant à une utilisation rationnelle des ressources hydriques dans le but de préserver les chances aux générations futures. Il est donc du droit des populations de disposer de l'eau potable et d'acquérir ainsi les techniques adéquates d'approvisionnement et d'utilisation judicieuses. Sur ce plan, l'expérience de l'A.P.E.L. pourrait être exploitée au profit d'autres utilisateurs. Au niveau institutionnel, organisation, formation et sensibilisation de la population, l'Association souhaite découvrir d'autres modes d'organisation et d'utilisation des eaux, afin d'enrichir son expérience et améliorer par conséquent son savoir et son savoir-faire et le traduire au niveau de son action de développement, en vue de mieux rationaliser l'usage de l'eau, réduire le gaspillage et renouveler ces ressources pour qu'elles soient aussi disponibles pour les futures générations.</p>
-----------------------	---

APNEK	
nom	Association pour la Protection de la Nature et de l'Environnement, Kairouan - APNEK
type de structure	ONG locale/Association
pays	Tunisie
Action lieu d'intervention	Kairouan
isolée (-) programme	ou Programme National de Sensibilisation, d'Education et de Culture Environnementale ; Campagnes nationales et internationales en matière de Gestion rationnelle de l'eau...
libellé de l'action	
Action	National Workshop "Water, Peace & the Mediterranean", Kairouan. National Workshop "Blue Gold as a social value in Tunisian Culture", Med-Action Day on Water, Kairouan
Résultats	Oui, les membres de l'APNEK sont plus avisés de la question ; les ONG tunisiennes d'environnement et les pouvoirs publics sont plus conscients de l'importance du travail de communication en la matière.
Critères	Le nombre d'actions conduites par l'APNEK, les actions organisées par les ONG tunisiennes, la multiplication des spots TV sensibilisation en la matière...
Généralisation	Par la mobilisation de fonds; par l'échange d'expériences et le travail en réseau; par l'organisation d'actions communes à l'échelle régionale ; par le soutien des ONG du nord aux ONG du sud...

AAMJC Metline	
nom	Association des Amis de la Maison des Jeunes et de Culture de Metline - AAMJC Metline
type de structure	ONG locale / Association

pays	Tunisie
Action lieu d'intervention	
isolée (-) ou	-
programme libellé de l'action	
A	<p>Notre action consiste à organiser des journées de rencontre avec deux publics cibles : les écoliers et les femmes .Dans un premier temps ,nous nous sommes rendus aux deux écoles de base de la ville en collaboration avec leurs directeurs respectifs et les enseignants .</p> <p>La visite visait à sensibiliser les élèves à l'importance cruciale de préserver nos ressources aquatiques limitées ,et à les faire acquérir certains précédés d'usage raisonné (nettoyer les dents au moyen d'un verre d'eau ;arroser les fleurs et les arbres au moyen d'un arrosoir etc...)</p> <p>Quant aux femmes , elles ont été communiquées à domicile .Nous leur avons montré l'importance d'utiliser modérément l'eau et d'éviter tout gaspillage d'eau dans les pratiques quotidiennes (linges ,nettoyage ,arrosage etc...)</p> <p>Le trait commun aux deux initiatives était la sensibilisation .</p>
R	Oui les résultats ont été conformes aux objectifs
C	Aucun
G	<p>Nous estimons utile de généraliser ce type d'action pour deux raison : tout d'abord , nous pensons que la sensibilisation demeure le moyen le plus efficace ,bien que moins coûteux parmi les autres moyens disponibles .</p> <p>De plus ,nous avons remarqué que les publics visés ont réagi positivement à notre action , tout en exprimant leur désir de recevoir d'autres visites pour en savoir plus .</p> <p>Notons que notre action pourrait être améliorée et élargie grâce au soutien matériel et technique qui pourrions fournir les différents responsables locaux et régionaux . La collaboration des habitants locaux et leur bienveillance reste toujours déterminante dans ce type d'action .</p>

ACAF	
nom	Association des coopératives Agricoles de Figuig - ACAF
type de structure	ONG locale/Association
pays	Maroc
Action lieu d'intervention	Figuig - Maroc
isolée (-) ou	-
programme libellé de l'action	
A	<p>Un des objectifs de l'association est la promotion du secteur agricole dans la région. Donc, l'action menée a visé l'amélioration de l'agriculture à l'oasis de Figuig par différents activités : sensibilisation, formation, démonstration, appui aux agriculteurs pour la rationalisation de l'utilisation de l'eau</p> <p>Nombre de bénéficiaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Formation des agriculteurs : 45. ◆ Introduction de goutte à goutte : 20 ha.
R	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Elaboration d'une carte hydrologique de l'oasis de Figuig ◆ Eau d'irrigation rationalisé.

C	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Nombre de parcelle bénéficié du goutte à goutte ◆ Liste de demande en attente. ◆ Pourcentage de superficie irrigué augmenté. ◆ Pourcentage de réussite de plantations augmenté. <p>Bien que la demande en eau s'accroît de plus en plus, l'action pourrait être généralisée vu le problème de la sécheresse.</p>
G	<p>Si l'on arrive à convaincre les agriculteurs sur la rationalisation de l'utilisation de l'eau ainsi que la sensibilisation des citoyens sur la gravité de la situation si des procédures préventives n'ont été prises. Aussi par l'éducation au niveau des écoles.</p>

ADPE	
nom	Association de développement et de protection de l'environnement - ADPE
type de structure	ONG locale / Association
pays	Tunisie
Action lieu d'intervention	
isolée	(-)
programme	ou un programme de sensibilisation avec MIO-ECSDE (Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development.
libellé de l'action	Jarre : journée d'action sur les réserves et ressources en eau en Méditerranée Le train de l'eau : Marsa - Maalga - Carthage

A	<p>L'ADPE a loué les services d'un petit train touristique qui a transporté les membres de l'association et des sympathisants accompagnés d'un expert qui a tout le long du trajet suivant la route utilisée par nos ancêtres pour faire circuler l'eau dans la région pour les besoins de la population locale, a expliqué le processus. Ce processus de transport et de conservation de l'eau d'autrefois à nos jours a intéressé au plus haut point. Une trentaine de personnes se trouvaient dans ce train et la presse nationale a écrit un article pour décrire l'action.</p> <p>L'objectif de cette action était certainement de tirer la sonnette d'alarme sur le danger que nous courons si nous ne sauvegardons pas l'eau précieuse que nous avons. Un petit film d'environ 3 minutes a été réalisé sur le sujet de l'eau et de son importance. Ce film a été projeté lors de rencontres nationales et internationales. Les résultats ont été conformes aux objectifs en ce sens que l'action a touché le public, et que la presse en a parlé. Si la presse consent à parler des actions d'une ONG, c'est, nous l'espérons, parce qu'elle pense que l'action en vaut la peine. Si le public réagit, c'est qu'il comprend la gravité et l'importance du sujet. Et si les gouvernements agissent en conséquence, c'est encore mieux pour la survie de l'humanité.</p>
R	
C	<p>Aucun</p> <p>Je pense que ce type d'action devrait être généralisé afin de sensibiliser le plus grand nombre de gens, en particulier dans les pays méditerranéens où la chaleur excessive crée et augmente les besoins en eau. L'eau est utilisée autant pour laver, se laver, boire, travailler.. et tout le monde ne semble pas réaliser que l'eau n'est pas un produit inépuisable. Il y a mille façons de sensibiliser les populations au danger qui nous menace.</p>
G	

AEPEFF	
nom	Association Ecologique Protection Environnement Faune et Flore -

AEPEFF	
type de structure	ONG locale / Association
pays	Algérie
Action lieu d'intervention	isolée (-) ou Enfance et Eau
programme libellé de l'action	
A	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Création artistique autour du thème de l'eau " Enfance et Eau " ; ◆ Promouvoir l'éducation environnementale ; ◆ Au niveau local, 16 séances sur l'eau et des activités sur sites (château d'eau, barrage, digue et oued pollué) ont été adressés à 22 enfants de 8 à 13 ans; ◆ Développement, réflexion, curiosité et créativité de l'enfant.
R	Oui : participation des enfants, de leurs parents et des familles proches.
C	Après un concours local, un concours national de dessin autour du thème de l'eau pour les enfants scolarisés de 8 à 13 ans et élaboration d'une charte de l'eau par les enfants.
G	Absolument, ce projet a vu la participation de 26 associations et plus de 900 enfants. Pour notre part, l'AEPEFF a organisé 16 séances de vulgarisation (lundi et jeudi de 14h00 à 16h00 avec la présence des parents), encadrées par des membres de l'association (prof. de dessin, pédagogues et cadres de l'association). Nous envisageons de généraliser cette action à d'autres écoles et à d'autres tranches d'âge mais en ciblant pendant 2 ou 3 ans d'abord les scolaires.

ALMEE	
nom	Association Libanaise pour la Maîtrise de l'Energie et l'Environnement - ALMEE
type de structure	ONG locale/Association
pays	Liban
Action lieu d'intervention	isolée (-) ou Projets de la Commission Européenne
programme libellé de l'action	Participation à plusieurs projets européens et surtout type MEDA ou IPP. Avec l'ADEME (France) projet éducationnel "Liban précieux - planète précieuse "
A	<p>Avec l'ADEME (France) projet éducationnel "Liban précieux - planète précieuse " avec les élèves de la classe terminale d'écoles libanaises pour les initier aux problèmes de l'eau et de l'environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Des études sur les pollutions des eaux de diverses communes de plus de 50000 habitants ◆ Participation à plusieurs projets européens et surtout type MEDA ou IPP ayant pour thème principal la sauvegarde de la ressource hydraulique des pays méditerranéens
R	La réponse à une question pareille est difficile mais nous sentons que l'impact de notre travail est positif
C	C'est notre point faible: la méthodologie d'auto évaluation
G	Le problème essentiel que nous rencontrons est surtout relié au manque de moyens financiers et techniques. On espère que les pays Européens facilitent ce

transfert Nord – Sud et surtout, mettent en valeur le travail avec des ONG plus actives, plus flexibles, plus dynamiques que les gouvernements et surtout qui représentent plus les populations affectées par le problème de l'eau. Oui on croie toujours que nous serions capables de monter plus de projets et on arrivera, au bout de ce processus lent à réaliser une meilleure gestion de nos ressources.

Amis Terre Esp	
nom	Amigos de la Tierra Espana
type de structure	ONG locale ou internationale
pays	Espagne
Action lieu d'intervention	
isolée	(-) ou
programme	
libellé de l'action	
A	Réalisation d'un atelier pour les enfants dans 30 écoles de la Comunidad de Madrid en 2001 : L'objectif de l'atelier consistait à sensibiliser les enfants à l'importance d'économiser l'eau. Nous avons travaillé avec 2.000 enfants et 50 professeurs. L' atelier de sensibilisation en lui-même est une adaptation d'un jeu traditionnel et populaire en Espagne : La Oca. Une fois le jeu terminé, nous leur soumettions un questionnaire sur les économies d'eau.
R	Oui, nous et les participants sommes très satisfaits des résultats obtenus.
C	Nous nous sommes basés sur l'exactitude des réponses que nous apportaient les enfants en fin d'atelier.
G	Oui, nous pensons que ce type d'action pourrait être élargi au niveau national. Cependant, il nous semble que la volonté du gouvernement espagnol tende plus à la réalisation de campagnes publicitaires de grande envergure qu'à un programme à dimension humaine, ce que nous regrettons.

APSAD	
nom	Association pour la Protection des Sites et Anciennes Demeures - APSAD
type de structure	ONG locale / Association
pays	Liban
Action lieu d'intervention	
isolée	(-) ou South East Mediterranean Environment Program (SEMEP) avec l'UNESCO
programme	
libellé de l'action	
A	Trente élèves sélectionnés par école sur un total de 300 participants environ au niveau national. Il s'agissait de calculer sur une durée d'une semaine la consommation d'eau en litres, au niveau individuel et par famille. A partir des résultats, les élèves ont réfléchi sur les manières dont chacun d'eux pourraient économiser l'eau (à la maison et à l'école). Une enquête auprès du corps enseignant et du personnel de l'école a complété cette étude , afin de connaître les comportements en matière de consommation d'eau.
R	Oui. Nous avons remarqué que les enfants ont tendance à gaspiller l'eau utilisée pour le bain (robinets ouverts, douche très longue, brossage des dents fait sans cesser de faire couler l'eau, etc...). En général, ils n'ont pas conscience de la

<p>valeur de l'eau et de sa rareté. En comparant les résultats au niveau national, il est apparu que les élèves des régions plus " défavorisées " avaient une consommation plus faible par rapport aux autres régions. Au niveau du personnel, nous avons remarqué que l'eau minérale en bouteilles est de loin préférée à l'eau du robinet. Et pour cause : méfiance à l'égard de l'eau distribuée dans les maisons, peur des contaminations , etc...</p> <p>C Nous avons constaté que les parents ont été impliqués dans la recherche, qu'ils ont aidé leurs enfants dans leurs calculs. Tous ont pris conscience qu'il y avait des moyens d'éviter le gaspillage (faire réparer les fuites, diminuer le volume de la chasse d'eau, ...). De nombreux élèves ont par la suite suivi toute l'actualité concernant les problèmes de la gestion de l'eau au Liban et dans le monde.</p> <p>G Oui, un tel travail pourrait être réalisé chaque année au niveau national. Il pourrait également impliquer de manière plus systématique les familles. L'objectif final était de réunir (au cours d'un camp d'été) tous les participants des pays méditerranéens impliqués dans le programme afin de mettre en commun et évaluer leur travail. Malheureusement cela n'a pu être fait.</p>	
Archipelagos	
<p>nom Archipelagos Aigaiou type de structure ONG locale / Association pays Grèce Action lieu d'intervention Islands of the Aegean Sea isolée (-) ou programme libellé de l'action</p>	
A	<p>The organisation Archipelagos Aigaiou implements scientific research on the natural environment of the islands of the Aegean Sea. Apart from the normal research activities, the members of the scientific team offer voluntarily seminars to the local schools and communities, aiming to increase their environmental awareness as well as their understanding of their local natural environment. Among the different topics of these seminars, management of water demand is also included.</p>
R	<p>This sort of informational activities do not have direct results that can be quantified, but we do observe a gradual change in the behaviour of the local communities, especially of the young people in relation to their local natural environment.</p>
C	<p>Aucun</p>
G	<p>If we could find an appropriate funding that would support such actions, and instead of such informational activities being offered voluntarily, it was possible for some people to be continually involved in it, then it would be possible to offer these activities continually, more organised and better structured, so that a better quality of the results is ensured.</p>

AREA-ED	
<p>nom Association de Réflexion d'Echanges et d'Actions pour l'Environnement et le Développement - AREA ED type de structure ONG locale/Association pays Algérie Action lieu d'intervention isolée (-) ou Enfance et Eau</p>	

**programme
libellé de l'action**

L'AREA-ED a initié à partir de l'année 2000 le projet Enfance et eau : création artistique autour du thème de l'eau.

Enfance et eau a touché dans sa première année 2001-2002 25 associations locales et plus d'un millier d'enfants et leurs parents à travers le territoire national. Le projet s'est déroulé en plusieurs étapes :

1. Identifications d'associations locales associées dans la mise en oeuvre du projet au nombre de 25;
2. Elaboration des outils didactiques : guide de l'éducateur, cahier de l'enfant, documentations ;
3. Mise en place d'un bulletin de liaison du projet (08 n° élaboré et diffusé);
4. Echange par courriel ;
5. Rencontre des utilisateurs des outils didactiques ;
6. Distribution du matériel pédagogiques et du matériel de dessin aux associations
- A** 7. Mise en oeuvre des ateliers éducatifs par les associations locales : 09 séances à l'école et 03 séances en plein air
8. Mise en oeuvre des ateliers d'expression artistique : 04 séances ;
9. Sélection locale : 12 dessins par association participante
10. Sélection au niveau national : 40 dessins sélectionnés
11. Rencontre finale le 17 juin 2002 à l'occasion de la journée mondiale de la désertification :
 - ◆ 40 enfants invités à Alger + 25 accompagnateurs
 - ◆ Activités diverses avec les enfants
 - ◆ Travaux avec les éducateurs pour renouveler l'expérience de la 1^{ère} année
 - ◆ Les enfants exposent leurs travaux
 - ◆ Cérémonie de remise des récompenses aux enfants et clôture.

R Oui, ils vont au delà des résultats attendus

C Le nombre d'association associées, le nombre d'enfants participants, les échanges par courriel, les reportages photos et vidéo, nos visites aux associations, les dessins des enfants, les articles dans la presse locales et nationale, les témoignages des parents et des enfants, les émissions radio

G Formation des éducateurs (association et enseignement)

Formation des cadres des associations (culture de l'association, administration et gestion de l'association)

Formation en stratégie de communication, en animation, en approches participatives, en gestion de projet)

Formation sur divers thème touchant à l'environnement et au développement durable

Formation sur l'utilisation d'Internet

Accès à l'information en générale et liées au contexte local

Equipement des associations en outils informatiques et d'accès à internet

Mise en place d'un site Web

Emergence d'un réseau d'éducation à l'environnement et au développement durable

Organisation de rencontre régulières pour les membres du réseau

Appui divers pour le fonctionnement des association (structures, subvention matériel, etc.)

Connexion du réseau avec d'autres structures similaires

Partenariat avec des structures similaires en Méditerranée, Maghreb, Afrique, monde

ECCIBeli

nom Eco-centre Caput Insulae Beli - ECCIB
type de structure ONG locale / Association
pays Croatie
Action lieu d'intervention Island of Cres
isolée (-) ou Protection of the freshwater ponds on Island of Cres
programme libellé de l'action

We have been started the programme for the saving of small ponds on the northern part of the Island of Cres in 1994. Together with the local people volunteers organised by ECCIB cleaned four ponds on Tramuntana (northern part of Island) using the traditional methods. Because of concrete results and serious work of our volunteers, which were working on the cleaning one of the Tramuntana's pond every year after, we have much greater support and trust of local people for all our activities related to nature protection.

- A** Through this project, based on the previous good experience, NGO Eco-centre Caput Insulae – Beli (ECCIB) would organise experts, scientist, students, local people and volunteers. They together will work on inventarisatation and mapping of ponds on the whole Island of Cres. The biggest island's pond – Kosmacev, which is in the very high status of eutrophisation and is dangerous that will be lost in the next two years, will be cleaned as a practical example how to protect the islands wetlands habitats, as it is mentioned on Croatian NSAP. Each year in this action are included app. 80 volunteers and local people.
- R** The result of our actions is preserving the ponds and marshes on the island of Cres as a resource of biodiversity and necessary reserve of fresh water for the sheep farmers.
- C** Increasing number of sheep farmers on the island of Cres and more volunteers involved in our yearly programme.
- G** The problem of losing the ponds on the Island of Cres is not resolved at all. We need much more local farmers be involved, more volunteers and of course support from local government. But the base of the problem is that we need to carry out the systematically inventarisatation and mapping of the ponds to see their status and urgency for future actions for cleaning them. In the same time we will find out the status of biodiversity on the Island, which is necessary for the future protection actions.

ENDA Maghreb

nom Environnement, Développement et Action au Maghreb - ENDA Maghreb
type de structure ONG internationale
pays Maroc
Action lieu d'intervention Taza, Essaouira, Salé, Témara - Maroc
isolée (-) ou
programme libellé de l'action

Kit d'information en matière d'environnement / Programme d'appui aux initiatives participatives de lutte contre le déboisement et la désertification/province de Taza

Ce Kit pédagogique a été réalisé dans le cadre du " Programme d'appui aux initiatives participatives locales de gestion des ressources naturelles et de lutte contre la désertification et le déboisement ", financé par l'Union Européenne et l'organisation hollandaise ICCO. Ce Programme est mis en place au niveau de deux communes rurales Jbarna et Beni Ftah de la région de Taza.

Ce Kit a pour objectif de faciliter la mise en place d'activités d'éducation environnementales au sein des programmes scolaires et des activités associatives. Il est constitué d'un guide pédagogique et d'un cahier thématique.

Le guide pédagogique est destiné aux instituteurs et aux animateurs associatifs

Il comprend 5 fiches thématiques qui abordent les thématiques suivantes :

Fiche 1 : L'éducation à l'environnement

Fiche 2 : Le sol

Fiche 3 : L'arbre

Fiche 4 : La biodiversité

Fiche 5 : L'eau

Chaque fiche est composée d'une partie théorique et d'une partie proposant des activités pratiques à mener avec les écoliers et les jeunes.

Le cahier thématique est destiné aux écoliers et aux jeunes

A Ce cahier aborde de manière ludique et simplifiée les problématiques environnementales de la région de Taza et propose en parallèle des exercices et des activités pratiques à réaliser par les écoliers. Il aborde les mêmes thèmes que le guide pédagogique:

1. le sol

2. L'arbre

3. Les animaux et les végétaux

4. L'eau

Projet éducation à l'environnement dans le cadre du programme d'appui à l'action environnementale à Essaouira

Ce projet a pour objectif de renforcer les capacités des instituteurs et des associations en matière de conduite d'actions d'éducation environnementale en faveur des écoliers, des jeunes et des femmes. Il a été mis en œuvre autour de trois axes :

◆ La formation des acteurs en matière d'environnement et d'éducation à l'environnement. Les thèmes de les thématiques environnementales abordées ont été l'eau, la nature et le milieu marin.

◆ La production d'outils éducatifs autour des mêmes thèmes précités (deux dépliants destinés au grand public et aux écoliers, un guide d'orientation pour les instituteurs et des diapositives sur l'environnement d'Essaouira (ressources en eau, milieu naturel,..)

◆ L'appui à la mise en œuvre des activités de sensibilisation par les associations et les instituteurs à destination de la population et des écoliers

R Oui

C Les activités réalisées sur la base des supports produits

Le taux de demande des supports pédagogiques

Questionnaire d'évaluation des réalisations

G Une meilleure gestion de la demande en eau passe à travers la sensibilisation du public jeune à la préservation de la ressource. Ce type d'action pourrait être généralisé. En effet, l'introduction de l'éducation à l'environnement au sein des activités scolaires constituera le meilleur moyen d'élargissement de l'expérience, qui devra prendre en compte les spécificités environnementales de chaque contexte d'information.

FDDDMA

nom Fons de Documentació del Medi ambient
type de structure ONG locale / Association
pays Espagne
Action lieu d'intervention
isolée (-) **ou**
programme
libellé de l'action

A Servicio de asesoramiento e informacion en temas de energia y medio ambiente, publico y gratuito, personalmente, por carta, telefono o email de cualquier lugar del mundo. Sala de consulta disponible. Dispone de libros, revistas especializadas, artículos de revistas generales, prensa local y estatal (española), documentos de referencia (diccionarios, directorios, etc.), carteles y otros materiales de propaganda. Varias bases de datos (algunas disponibles por web)

R Oui

C Fichas de consulta y de prestamo de documentos (estadísticas anuales)

G Mas medios economicos y humanos

FJPN

nom Fédération Nationale des Jeunes Pour la Nature - FJPN
type de structure ONG locale / Association
pays France
Action lieu d'intervention
isolée (-) **ou** Ecolobus
programme
libellé de l'action

A Créé en 1997 par les Jeunes Pour la Nature, le concept écolobus (Copyright) est une animation itinérante, comportant exposition, diaporamas, jeux et outils pédagogiques multimédias, mis en œuvre par des animateurs spécialisés. Circulant d'école en école, chaque écolobus assure la sensibilisation au respect de l'environnement de plusieurs milliers d'enfants par an (sur des thèmes comme le tri sélectif des déchets, l'eau, l'alimentation...).

R Oui

C Des compte-rendu d'animation, des tests, et questionnaires destinés aux enseignants.

G Pas de réponse

FoEME

nom Friends of the Earth Middle East - FoEME
type de structure ONG internationale
pays Israël

Action	lieu d'intervention	Jordanie, Israël, Palestine
isolée	(-)	ou Good Water Neighbors
programme		
libellé de l'action		
<p>Good Water Neighbors is the name of a regional project initiated by Friends of the Earth Middle East A key purpose of our Good Water Neighbors project is to raise awareness among people in the area on water issues. The project is aimed at fostering people-to-people information exchange, dialog and cooperation on the protection, equitable and sustainable use of water and environment resources in</p> <p>A Jordan, Palestine and Israel. The work on water and environment issues is based on a Partnering Communities Program--a cooperative work program between neighboring communities that live on different sides of the "green line"/border. The mutual work focus on efforts to ease the immediate water distress of member communities, and encouragement to save, reuse and sustain water resources and treat sewage.</p> <p>R Our project only started some 6 month ago. We can not report any results yet, only a great willingness to cooperate from all stakeholders in the partnering communities</p> <p>C Measuring the number of people participating in our activities, numbering the new initiatives stemming out of our project.</p> <p>G Our project only started some 6 month ago. We can not report any results yet. Thank you</p>		

GEC		
nom	Grupo Ecológico de Cascais - GEC	
type de structure	ONG locale / Association	
pays	Portugal	
Action	lieu d'intervention	Concelho de Cascais
isolée	(-)	ou
programme		
libellé de l'action		
<p>Nous faisons de petites actions de sensibilisation avec 25 membres pour les</p> <p>A programmer et environs 60 ou 200 personnes touchées. Les objectifs sont de sensibiliser sur la gestion de l'eau et les problèmes de gaspillage, de pollution, etc.</p> <p>R Petit à petit nous sensibilisons la classe politique et la population.</p> <p>C Pas de réponse</p> <p>G Oui. Mais avec l'appui de l'État et des medias. Nous avons un membre qui est spécialisé dans ce problème et elle aimerait avoir de l'argent pour elargir ce project...</p>		

Hillali		
nom	Mimoun Hillali	
type de structure	Particulier	
pays	Maroc	
Action	lieu d'intervention	
isolée	(-)	ou
programme		
libellé de l'action		
A	J'étais président d'une commune rurale de montagne (1400-2000 m d'alt.) entre 1992 et 1995, où il y avait des problèmes d'eau pendant une année de	

sécheresse. Des conflits étaient apparus à 3 niveaux : le village principal (Tizi n'Isly) qui capte la principale source, les paysans qui autrefois avaient la pleine jouissance de l'eau de la source en question et les nomades qui venaient abreuver leur troupeau en demandant le droit de passage et d'usage. De plus ceux qui avaient les moyens ont eu recours aux puits avec pompes modernes. La législation marocaine était encore timide et il avait fallu concilier droit moderne (quand il existe) et coutumes locales. En fin de compte, il a fallu écouter plus les sages de la tribu bien avant les techniciens et les experts.

R Pas toujours. Les années de deux poids deux mesures pratiquées ont laissé des séquelles. Mais les conflits ont reculé. Il faut bien écouter et faire preuve de justice et de sérieux.

C Il n'y avait pas de critère scientifiquement établi. Il y avait l'observation sur le terrain.

G Dans un système tribal identique : équipement technique moderne et gestion traditionnelle amalgamée (semi moderne ou semi traditionnelle).
Équipement de sources pour éviter la pollution, étanchéité des canalisations traditionnelles (rigoles, Séguias...) pour éviter des pertes par infiltration mais respect des usages traditionnels en y intégrant à petits pas des notions modernes d'irrigations qui visent à diminuer le gaspillage
Perpétuer l'élection de l'Amghar n'Oumane (chef de l'eau) qui assure la distribution et gère les conflits. Paradoxalement ces conflits sont nécessaires pour deux raisons

- ◆ Ils créent une dynamique productive, sans laquelle les gens attendent que l'Etat vienne tout faire à leur place.
- ◆ Cette dynamique pousse les intéressés à intégrer peu à peu les techniques contribuant à économiser l'eau.

REC	
nom	Regional Environmental Center for Central and Eastern Europe - REC
type de structure	Fondation
pays	Albanie
Action	Fieri District
lieu d'intervention isolée	(-) ou Ohrid Lake Conservation Project
programme	Biodiversity exchange experiences for Shkodra Lake. Public Awareness For Water in Fieri District
libellé de l'action	
A	1) Lake conservation programmes deal with public awareness on water quality , water protection empowering the public on the local decision making processes. 2) Through the granting mechanism REC has supported local NGOs to develop local action (cleaning up, seminars, publicaytion, environmental education programmes) on protection of waters
R	Yes, public awareness activities, changes on the legislation, changes on the state of environment are reflection of the chievement of the programme objectives.
C	Each programme has a set of specific indicators both on socio-development aspects and environmental ones.
G	regional involvement, attract the donor interest, develop local community support schemes.

IME	
nom	Institut Méditerranéen de l'Eau - IME
type de structure	ONG internationale
pays	France
Action lieu d'intervention	Europe, Asie, Afrique
isolée (-) ou programme	" Gestion de l'eau agricole : comment l'économiser ? " - " Gestion de l'eau urbaine : dans une perspective d'économie d'eau "
libellé de l'action	
A	C'est en 1991, au Colloque tenu par l'IME au Château d'Avignon, que pour la première fois, la nécessité de relayer la gestion de la ressource – qui avait prévalu jusque là – par la gestion de la demande qui a été mise en évidence. L'IME a alors orienté ses actions en ce sens, notamment en participant activement à l'élaboration des recommandations formulées à La Haye en 2000.
R	Pour l'IME qui est un réseau d'échange de savoir faire entre tous les acteurs de l'eau en Méditerranée, la notion d'objectifs – et par suite leur confrontation avec des résultats – n'a pas de sens : ce sont les membres de l'IME ayant bénéficié de la diffusion des savoir faire qui sont à même d'apprécier les conséquences que cela a eu sur leurs actions.
C	Les critères et moyens sont adaptés aux circonstances par les acteurs de l'eau (membres de l'IME).
G	Il faudrait surtout la renforcer en lui donnant plus de moyens. Elle devrait s'étendre à des domaines connexes à l'eau, en particulier à l'eau virtuelle.

GEM Esp	
nom	Grupo ecológista Mediterraneo
type de structure	ONG locale / Association
pays	Espagne
Action lieu d'intervention	
isolée (-) ou programme	
libellé de l'action	
A	L'action se concentre sur la dénonciation de faits liés à l'utilisation irrationnelle de l'eau, tant sur des institutions publiques que sur des médias de masse. Aussi nous avons affaire avec la diffusion dans des centres éducatifs et la société en général avec les directives principales pour l'utilisation raisonnable de l'eau.
R	Oui parce que chaque fois il y a les gens inquiétés par l'utilisation raisonnable de l'eau dans notre ville.
C	Les travaux différents d'enquêtes(vues générales) et parce que le nombre des dénonciations des individus sur le sujet a été augmenté.
G	Pas de réponse

SONEDE	
nom	Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux
type de structure	Service d'Etat professionnel de l'eau et de l'assainissement
pays	Tunisie
Action lieu d'intervention	Tout le territoire tunisien

	isolée (-) ou " Stratégie nationale d'économie d'eau "
	programme libellé de l'action
A	<p>La SONEDE compte 1,6 millions d'abonnés. La sensibilisation à l'économie de l'eau touche pratiquement tous les utilisateurs de l'eau notamment les grands consommateurs. Des journées de sensibilisation ont été organisées au cours desquelles des communications ont été faites pour informer ces utilisateurs sur la problématique de l'eau en Tunisie ainsi que sur les encouragements de l'état pour les investissements dans le domaine de l'économie d'eau et l'utilisation des ressources non conventionnelles. Des dépliants ont été conçus pour chaque type d'utilisateur (domestique, industriel, administratif et hôtelier) comportant des conseils pratiques et des extraits de textes portant sur les encouragements de l'état. Des émissions sur les différentes chaînes de radiodiffusion ont été organisées avec des responsables nationaux ou régionaux pour informations et sensibilisation du grand public, des spots télévisés sur la rationalisation de l'utilisation de l'eau sont diffusés en continu. L'affichage a été utilisé : des affiches portant des slogans sur la rareté de l'eau et sur la nécessité d'éviter son gaspillage. Pour les élèves et profitant de la visite de la caravane de l'eau dans les régions, des visites d'écoles et des cercles de discussion sont faits pour informer et sensibiliser les élèves sur la nécessité de préserver l'eau pour les générations futures. Des emplois du temps, avec des dessins d'enfants sur la rareté de l'eau et sur la rationalisation de son utilisation sous-titrés par des slogans appropriés, ont été distribués pendant la rentrée scolaire.</p>
R	Il n'y a pas à l'état actuel des études d'évaluation de ces actions, mais nous recevons des courriers ou des contacts direct pour demander des informations sur le domaine de l'eau en général et sur l'économie d'eau en particulier.
C	Répercussion sur les consommations spécifiques des différents types d'utilisateurs et sur les volumes distribués
G	Pas de réponse

TFCSE	
nom	Turkish Foundation for Combating Soil Erosion for reforestation and the protection of the natural habitats - TEMA
type de structure	ONG internationale ou Fondation
pays	Turquie
Action lieu d'intervention	
	isolée (-) ou
	programme libellé de l'action
A	<p>TEMA Foundation's main activity areas are soil erosion, reforestation, and the protection of natural habitats. TEMA has model projects on grazeland rehabilitation, rural development and reforestation. TEMA also has legal actions on environmental issues. Tema has played a key role in the passage by parliament of a new grazeland law and has prepared the draft bill on "land use". Tema is also involved in the preparation and review of the water and water management law. we don't have specific awareness, education or model project on water demand. However, we work for the water law.</p>
R	The studies have started recently and they continue. But the implementation process has not started yet, so we can not say we obtained any results yet.
C	Pas de réponse

G Pas de réponse